arcep
autorité de régulation
des communications électroniques,
des postes et de la distribution de la presse

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LES MARCHÉS DU COURRIER, DU COLIS ET DES ACTIVITÉS CONNEXES EN FRANCE

ANNÉE 2025

OBSERVATOIRE DU COURRIER ET DU COLIS

5 novembre 2026

ISSN n°2258-3106

Sommaire

Remarques générales **3**

Synthèse **4**

Partie 1 – Panorama des marchés en 2025 ..... **8**

1 Les envois de correspondance distribués en France **8**

1.1 Les envois de correspondance par niveau d'urgence, hors plis remis contre signature 8

1.2 La publicité adressée et les autres envois de correspondance 10

1.3 Le trafic égrené et le trafic industriel 12

1.4 Les envois de correspondance remis contre signature 14

2 Les colis distribués en France **16**

3 L'activité internationale : import et export **17**

3.1 Le marché international 17

3.1.1 L'ensemble du marché 17

3.1.2 La répartition des flux par zones géographiques 18

3.2 Focus sur l'export 19

3.3 Focus sur l'import 21

4 La presse par abonnement **23**

4.1 Les volumes de presse postée et portée 23

4.2 Les volumes de presse postée par niveau d'urgence 24

4.3 Le revenu lié à la presse postée 24

5 La publicité non adressée **26**

Partie 2 – Investissements et emploi des activités postales et de colis **28**

1 Les investissements **28**

2 L'emploi **29**

Annexe : définitions des différents segments de marché **31**

1.1. Envois de correspondance 31

1.2. Colis 31

1.3. Distribution de la presse aux abonnés 32

1.4. Publicité non adressée 33

Remarques générales

L'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse publie les résultats de l'enquête annuelle 2025 menée sur les marchés des activités postales et des activités connexes. Cette publication s'inscrit dans le cadre des compétences confiées à l'Arcep par le législateur[1]. Elle a pour objectif principal d'assurer l'information de l'ensemble des acteurs du secteur sur les principaux segments du marché des activités postales et connexes.

Cette enquête est conduite auprès des 43 opérateurs autorisés à offrir des services postaux au titre de l'article L.5-1 du CPCE au 31 décembre 2025, des opérateurs des marchés non soumis à autorisation pour la publicité non adressée et des opérateurs de colis[2]. Cette étude mentionne également les flux de presse distribués par portage. Les données quantitatives présentées sont issues de l'observatoire de l'Alliance pour les Chiffres de la Presse et des Médias (ACPM).

L'ensemble des données présentées sont disponibles en open data sur la plateforme ouverte des données publiques françaises : https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/observatoire-du-courrier-et-du-colis/. En particulier, les indicateurs relatifs au marché du colis sont disponibles sur l'ancien périmètre (opérateurs autorisés) jusqu'en 2018 et sur le nouveau périmètre (opérateurs autorisés et opérateurs de colis) à partir de 2017.

Ruptures de séries

- En 2018, en raison de l'élargissement du périmètre des opérateurs interrogés (voir ci-dessus), les indicateurs de colis, d'emploi et d'investissements font l'objet d'un changement de périmètre. Afin d'éviter une rupture de série sur les années récentes, les données sont présentées à périmètre constant, c'est-à-dire sur le champ des opérateurs autorisés et des opérateurs de colis à partir de 2017.
- En 2017, une meilleure prise en compte des colis contenant des petits objets (ou petits paquets) a entraîné une réaffectation d'une partie de ces objets et des revenus associés des envois de correspondance vers les colis. Cette réaffectation concerne les petits paquets importés et exportés. Cette modification de périmètre a principalement conduit à un transfert de flux et de revenus des rubriques « envois de correspondance » vers les rubriques « colis ». Afin d'éviter une rupture de séries sur les années récentes, les données sont présentées à périmètre constant, c'est-à-dire après réaffectation de ces petits paquets sur la période allant de 2014 à 2021.

[1] Voir le cadre juridique applicable dans la décision n° 2019-0289. Décision n° 2019-0289 de l'Arcep en date du 12 mars 2019 relative à la mise en place d'enquêtes annuelles dans le secteur des postes

[2] Depuis 2018, le règlement n°2018/644 du Parlement européen et du Conseil relatif aux services de livraison transfrontière de colis a donné de nouvelles compétences aux États membres. Il permet, entre autres, la collecte d'informations à caractère statistique auprès des opérateurs lorsque ceux-ci emploient au moins 50 salariés ou qu'ils sont présents dans plus d'un État membre. En conséquence, le périmètre de certains indicateurs présents dans cette publication a évolué en 2019. Auparavant présentés sur le seul champ des opérateurs autorisés au titre de la distribution de courrier, les indicateurs incluent également l'activité des opérateurs de colis.

Synthèse

En 2025, **7,4 milliards d'objets adressés (plis, colis, presse par circuit postal) ont été distribués en France ou exportés, pour un revenu s'élevant à 15,7 milliards d'euros hors taxes.** En repli de 5,1 % en un an, le volume d'objets adressés diminue à un rythme inférieur à celui de 2024 (- 6,7 %). Cette baisse s'inscrit dans la continuité de la réduction structurelle des flux postaux engagée depuis plus de quinze ans, et ce, malgré la croissance du volume de colis envoyés. En revanche, **le revenu généré par l'envoi et la distribution des objets adressés** progresse légèrement en 2025 (+ 0,8 % en un an), porté par le dynamisme du marché du colis, à un rythme pratiquement équivalent à celui de 2024 (+0,5 %), après deux années 2022 et 2023 de recul (- 2 % par an environ).

Le marché du colis progresse pour la troisième année consécutive

En 2025, le nombre de colis distribués en France et exportés atteint 1,9 milliard d'objets, en hausse de 6,8 % en un an. Cette croissance, portée par celle du marché domestique (+8,6 % en un an) et de l'export (+12,7 %), progresse pour la troisième année consécutive, après une contraction inédite de 5 % en 2022[3].

Le revenu issu de la distribution des colis en France et à l'export augmente également, à un rythme inférieur à celui du volume (+ 3,7 % en un an). Cette croissance est portée par l'ensemble des segments de marché, domestique, import et export. Le revenu issu de la distribution de colis en France et à l'export s'élève à 10,3 milliards d'euros HT. Il représente en 2025 près des deux tiers du revenu généré par les activités de distribution d'objets adressés (+ 2 points en un an).

Le recul sur le marché du courrier se poursuit, en volume comme en valeur

Le nombre d'envois de correspondance distribués en France et exportés s'élève à 5,0 milliards en 2025. En repli de 8,5 %, ce trafic diminue à un rythme pratiquement équivalent à celui observé en 2024 (- 9,5 %). Hors courrier électoral distribué en 2022 et 2024, les envois de correspondance des particuliers et petites entreprises diminuent d'environ 15 % par an depuis quatre ans. Les envois des particuliers et petits professionnels représentent, en 2025, 20 % des envois en France (-4 points en un an). En comparaison, le volume de courrier industriel diminue beaucoup moins fortement en 2025 (- 3 % en un an).

Le revenu provenant de la distribution de courrier diminue quant à lui de 4,1 % en un an. Cette baisse est en partie contenue par les augmentations tarifaires intervenues en 2025 sur les produits relevant du service universel.

Le recul tendanciel du marché de la presse distribuée aux abonnés se poursuit

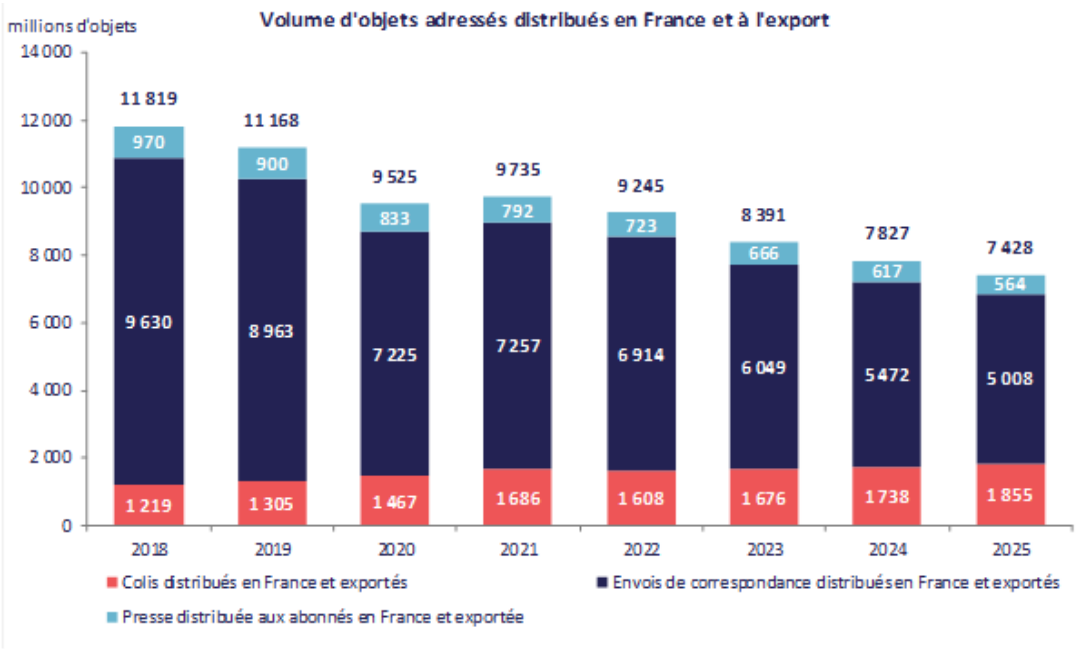
Les flux de presse distribuée par circuit postal, en recul depuis vingt ans, diminuent de 8,5 % en un an en 2025. Cette contraction s'accompagne d'une baisse pratiquement équivalente (- 8,0 % en un an) du

[3] En 2022, le marché du colis avait notamment pâti d'un environnement économique défavorable lié pour partie à la reprise de la crise sanitaire en Chine.

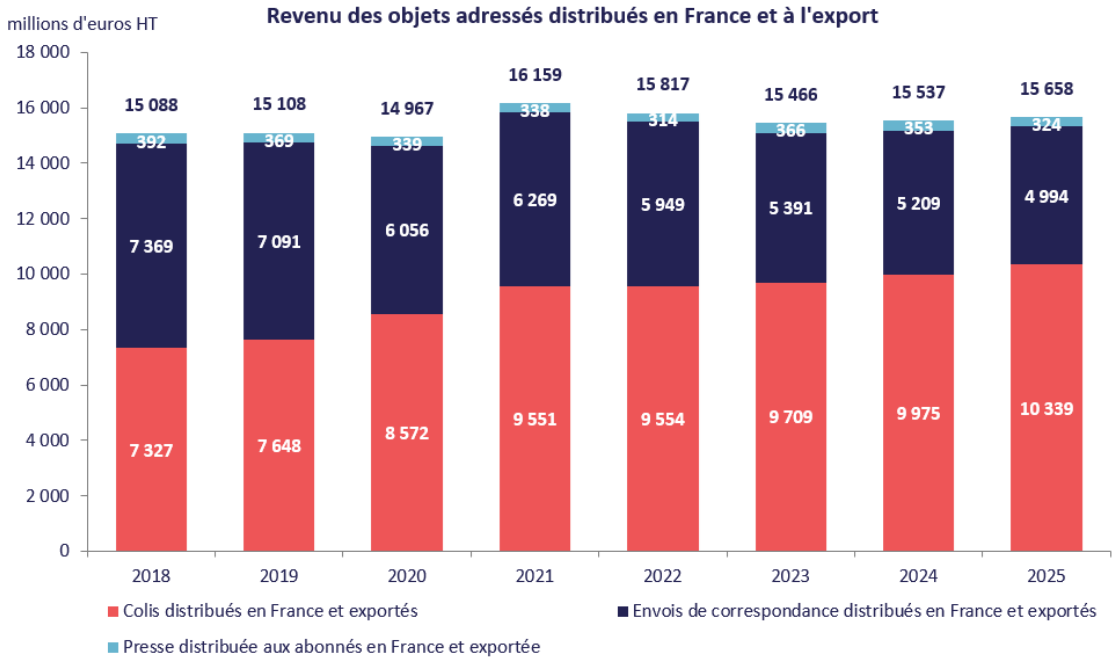
revenu associé[4]. Le volume de presse distribuée par portage recule également, à un rythme inférieur à celui de la presse postée (- 6,4 %).

La chute du marché de la publicité non adressée se poursuit

En fort repli depuis 2020, le marché de la publicité non adressée diminue de 29,9 % en volume en 2025. Le nombre d'objets non adressés (5,3 milliards en 2025) est 28 % inférieur au volume des objets adressés, alors qu'il en représentait plus du double en 2019. Le revenu afférent à la publicité non adressée, 237 millions d'euros HT, diminue conjointement de 16,7 %.



[4] Le revenu généré par la distribution postale de la presse avait enregistré une hausse inédite de de 2,2 % en 2023, en raison de la suppression de tarifs spécifiques réservés aux titres de presse d'information politique et générale (PIPG), aux quotidiens à faibles ressources publicitaires (QFRP) et à faible ressources de petites annonces (QFRA) (voir : Protocole d'accord entre la presse, La Poste et l'État portant réforme et programmation du service public de distribution de la presse papier abonnée pour les années 2022-2026)



Le volume

Activités postales et marchés connexes de distribution - Volumes des envois *en millions d'objets*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Objets distribués en France						
Envois de correspondance (y compris remis contre signature)	7 030	6 708	5 870	5 318	4 879	-8,2%
Colis	1 596	1 520	1 584	1 638	1 743	6,4%
Distribution postale de la presse aux abonnés	782	713	657	609	557	-8,5%
Total des objets adressés distribués en France	**9 408**	**8 941**	**8 111**	**7 565**	**7 179**	**-5,1%**
Objets exportés						
Envois de correspondance	227	207	179	154	128	-16,8%
Colis	90	87	92	100	113	12,7%
Presse	10	10	9	7	7	-6,7%
Total des objets adressés Export	**327**	**304**	**280**	**262**	**248**	**-5,3%**
Total du marché des objets adressés	**9 735**	**9 245**	**8 391**	**7 827**	**7 428**	**-5,1%**

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales
L'import est inclus dans l'ensemble des envois de correspondance (y compris remis contre signature), colis, presse et publicité non adressée.
Les colis comprennent les colis ordinaires, les colis express et les petits paquets

Activités postales et marchés connexes de distribution - Volumes des envois *en millions d'objets*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Total publicité non adressée	**14 255**	**13 200**	**10 239**	**7 610**	**5 337**	**-29,9%**
Total de presse portée*	**896**	**839**	**769**	**716**	**670**	**-6,4%**

Source: Arcep, Observatoire statistique des activités postales
** Source: ACPM, Observatoire de la presse – Portage de presse payante grand public*
En 2022, les volumes de presse portée ont été estimés par l'Arcep d'après les informations publiées par l'ACPM

Le revenu

Activités postales et marchés connexes de distribution - Revenus des envois *millions d'euros HT*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Objets distribués en France						
Envois de correspondance (y compris remis contre signature)	6 008	5 691	5 154	4 980	4 790	-3,8 %
Colis	8 084	8 021	8 158	8 389	8 691	3,6 %
Distribution postale de la presse aux abonnés	325	300	353	340	312	-8,4 %
Total des objets adressés distribués en France	**14 417**	**14 013**	**13 665**	**13 709**	**13 792**	**0,6 %**
Objets exportés						
Envois de correspondance	261	257	237	229	205	-10,7 %
Colis	1 467	1 533	1 551	1 586	1 648	3,9 %
Presse	14	14	14	13	13	0,9 %
Total des objets adressés Export	**1 742**	**1 804**	**1 801**	**1 828**	**1 866**	**2,1 %**
Total du marché des objets adressés	**16 159**	**15 817**	**15 466**	**15 537**	**15 658**	**0,8 %**

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales
L'import est inclus dans l'ensemble des envois de correspondance (y compris remis contre signature), colis, presse et publicité non adressée.
Les colis comprennent les colis ordinaires, les colis express et les petits paquets

Activités postales et marchés connexes de distribution - Revenus des envois *millions d'euros HT*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Total publicité non adressée	**489**	**446**	**351**	**284**	**237**	**-16,7%**

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales

Partie 1 – Panorama des marchés en 2025

1 Les envois de correspondance distribués en France

Le volume des envois de correspondance (y compris remis contre signature) s'élève à 4,9 milliards d'objets en 2025. Le recul structurel du courrier distribué en France se poursuit : ces flux diminuent de 8,2 % en un an, à un rythme légèrement inférieur à celui de l'année 2024 (- 9,4 % en un an).

Le revenu généré par les envois de correspondance représente quant à lui 4,8 milliards d'euros HT en 2025, en recul de 3,8 % en un an. Ce revenu diminue à un rythme similaire à celui de 2024 (- 3,4 %). En 2025, la hausse tarifaire moyenne des produits relevant du service universel s'élèvent à +6,8 %[5], compensant partiellement la baisse du revenu des envois de correspondance.

Parmi l'ensemble des envois de correpondance, le volume d'envois remis contre signature s'établit à 142 millions d'objets en 2025 pour un revenu de 980 millions d'euros. Ces objets ne représentent que 2,9 % du nombre total d'objets distribués en 2025, mais 20 % du revenu total des envois de correspondance. Le revenu moyen par courrier remis contre signature distribués atteint 6,9 € HT, en croissance de 9 % en un an en 2025, notamment en raison de de la hausse des prix du courrier recommandé[6].

Envois de correspondance et remis contre signature - Volumes *en millions d'objets*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Envois de correspondance remis contre signature	184	171	162	150	142	-5,5 %
Envois de correspondance hors remis contre signature	6 846	6 536	5 708	5 168	4 737	-8,3 %
Total envois de correspondance (y. c. remis contre signature)	**7 030**	**6 708**	**5 870**	**5 318**	**4 879**	**-8,2 %**

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales

Envois de correspondance et remis contre signature - Revenus *millions d'euros HT*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Envois de correspondance remis contre signature	1 013	983	940	947	980	3,5 %
Envois de correspondance hors remis contre signature	4 995	4 708	4 215	4 033	3 810	-5,5 %
Revenu des envois de correspondance (y. c. remis contre signature)	**6 008**	**5 691**	**5 154**	**4 980**	**4 790**	**-3,8 %**

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales

Dans les paragraphes suivants et dans le reste de la publication sauf mention contraire, les envois de correspondance considérés sont hors ceux remis contre signature.

1.1 Les envois de correspondance par niveau d'urgence, hors plis remis contre signature

Le délai d'acheminement est un critère qui permet de segmenter le marché des envois de correspondance, notamment parce qu'il répond à des structures tarifaires différentes.

Jusqu'en 2022, le marché était structuré en trois niveaux d'urgence (J+1, J+2 et J+3 et plus), avec des tarifs différenciés selon le délai d'acheminement. En 2023, la répartition des envois de correspondance par délai d'acheminement a été modifiée à la suite de la mise en place par La Poste d'une « nouvelle gamme courrier », notamment centrée sur un délai d'acheminement de trois jours, contre deux jours précédemment. Ces évolutions se sont également traduites par la suppression de la Lettre prioritaire

[5] Voir Avis n°24-1593 de l'Arcep en date du 18 juillet 2024 sur le dossier tarifaire de La Poste pour l'année 2025.

[6] Hausse moyenne du tarif de la Lettre recommandée et de la valeur déclarée de + 6,1 % en 2025. (Source : Avis n°24-1593 de l'Arcep en date du 18 juillet 2024 sur le dossier tarifaire de La Poste pour l'année 2025).

et par le repositionnement de la e-Lettre rouge pour un délai d'acheminement en J+1. Ce changement de gamme a conduit à une chute du volume de courrier distribué en J+1 et J+2, qui est passé de 1,7 milliard de plis en 2022 à 102 millions de plis en 2023.

En 2025, le recul du nombre de plis acheminés en J+1 et J+2 se poursuit : il diminue de 15,1 % en un an, pour s'établir à 74 millions de plis distribués. Ainsi, en 2025, 1,6 % des envois de correspondance ont été distribués en J+1 ou J+2, contre 26,6 % en 2022.

La part des envois urgents (J+1) diminuait depuis 2011, à la suite notamment de l'introduction de la Lettre verte, produit distribué alors en J+2. Ces envois représentaient 5 % des volumes de correspondance en 2022. Avec la disparition de la Lettre prioritaire en 2023, le volume de courrier distribué en J+1 représente, en 2025, moins de 0,3 % du trafic global.

La part des envois en J+2, qui avait augmenté jusqu'en 2020, puis légèrement diminué en 2021 et 2022, s'établissait à 21 % en 2022. Cette proportion s'élève, en 2025, à un peu plus de 1 % du trafic total.

En 2023, à la suite du report de la quasi-totalité des volumes distribués en J+2 vers une distribution en J+3, le volume de courrier distribué en J+3 a fortement augmenté, passant de 2,5 milliards de plis en 2022 à 4 milliards en 2023. Depuis, le volume de ces envois de correspondance ne cesse de diminuer, au rythme annuel moyen de 8,9 % (- 8,2 % en un an en 2025).

En 2023, le recentrage de la gamme courrier sur un délai d'acheminement en J+3 s'est traduit par une baisse marquée du revenu issu des envois en J+1 et J+2, tandis que le revenu généré par les envois en J+3 ou plus s'est significativement accru. Depuis 2024, le revenu provenant de l'acheminement de courrier distribués en J+3 diminue (- 8,2 % en 2025). Les envois en J+3 représentent 95,4 % du revenu total issus des envois de correspondance, soit un niveau supérieur de 22 points à celui observé avant la mise en place de la nouvelle gamme courrier.

Au total, le revenu provenant de l'ensemble des envois de correspondance s'élève à 3,8 milliards d'euros en 2025. Ce revenu diminue quel que soit le délai d'acheminement du courrier.

Répartition des envois de correspondance selon l'urgence - Volumes *en millions d'objets*	2021	2022	2023	2024	2025	Évolution 2024-2025
Trafic urgent et rapide (J+1 et J+2)	1 860	1 741	102	87	74	-15,1 %
Trafic non urgent (J+3 et plus)	4 986	4 795	5 606	5 080	4 663	-8,2 %
Total des envois de correspondance distribués en France*	**6 846**	**6 536**	**5 708**	**5 168**	**4 737**	**-8,3 %**

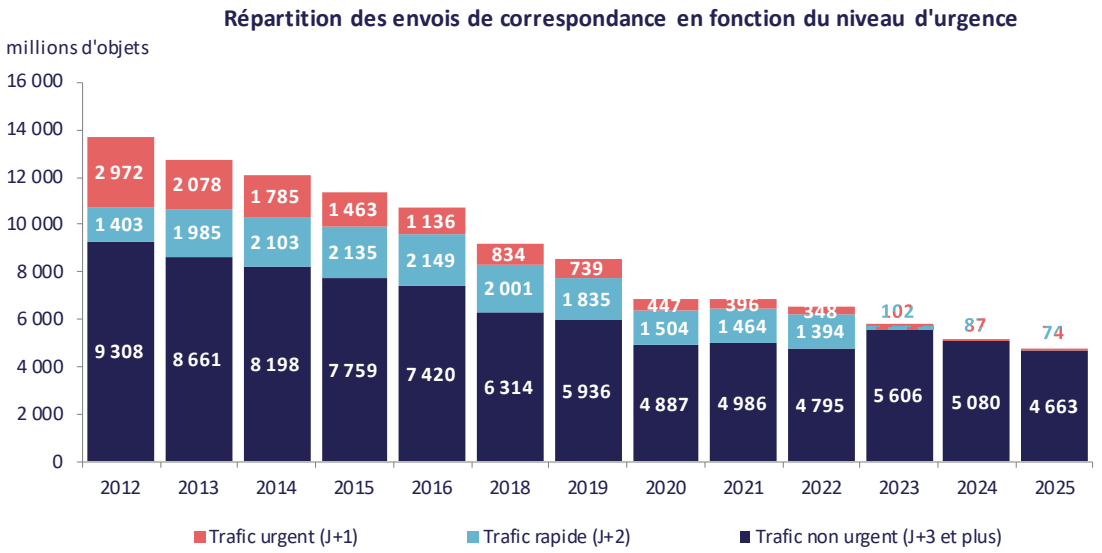
Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales
** non compris les envois de correspondance remis contre signature*

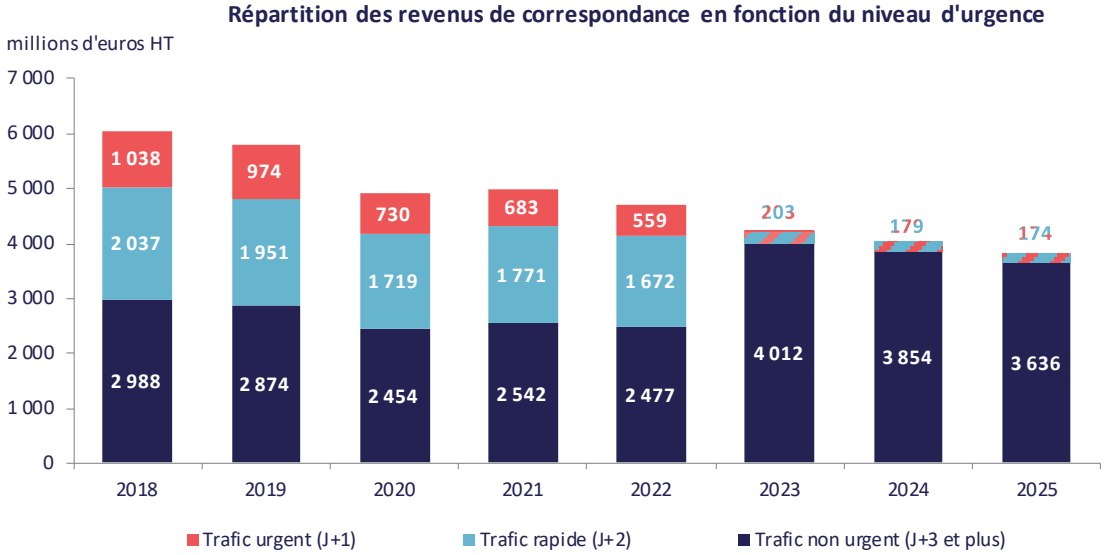
Répartition des envois de correspondance selon l'urgence - Revenus *en millions d'euros HT*	2021	2022	2023	2024	2025	Évolution 2024-2025
Trafic urgent et rapide (J+1 et J+2)	2 453	2 231	203	179	174	-2,8 %
Trafic non urgent (J+3 et plus)	2 542	2 477	4 012	3 854	3 636	-5,7 %
Revenus des envois de correspondance distribués en France*	**4 995**	**4 708**	**4 215**	**4 033**	**3 810**	**-5,5 %**

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales
** non compris les envois de correspondance remis contre signature*

Évolution de la structure du marché liée au renouvellement de la gamme courrier de La Poste

En 2023, La Poste a repositionné les délais d'acheminement de plusieurs offres relevant du service universel à trois jours (J+3 contre J+1/J+2 précédemment). Par exemple, les délais d'acheminement de la Lettre verte, de la Lettre recommandée ainsi que de la Lettre suivie ont été relevés de 2 jours à 3 jours. La Lettre prioritaire, associée à un délai d'acheminement en J+1, a été supprimée. Enfin, l'Écopli, qui était distribué en J+4 a été supprimé pour les particuliers au profit principalement de la Lettre verte.





1.2 La publicité adressée et les autres envois de correspondance

La publicité adressée représente 1,5 milliard d'envois en 2025, soit 30,2 % du volume total des envois de correspondance (+0,4 point en un an). Le volume de publicité adressée diminue de 3,9 % en un an en 2025, soit un rythme de baisse inférieur à celui de 2024 (-9,9 %) et des années qui ont précédé la crise sanitaire (-6,7 % en moyenne annuelle entre 2012 et 2019). A l'image des autres types de courrier, la crise sanitaire a eu pour conséquence une forte chute des flux de publicité adressée. Le revenu généré par les envois de publicité adressée s'élève à 590 millions d'euros en 2025. Il diminue pratiquement au même rythme que le volume (- 4,6 % en un an en 2025).

Les envois de correspondance hors publicité représentent quant à eux 3,2 milliards de plis. La baisse observée en 2025 est pratiquement au niveau de celle de 2024 : - 10,2 % en 2025 contre - 9,3 % en 2024. Le revenu généré par les envois de correspondance hors publicité adressée diminue

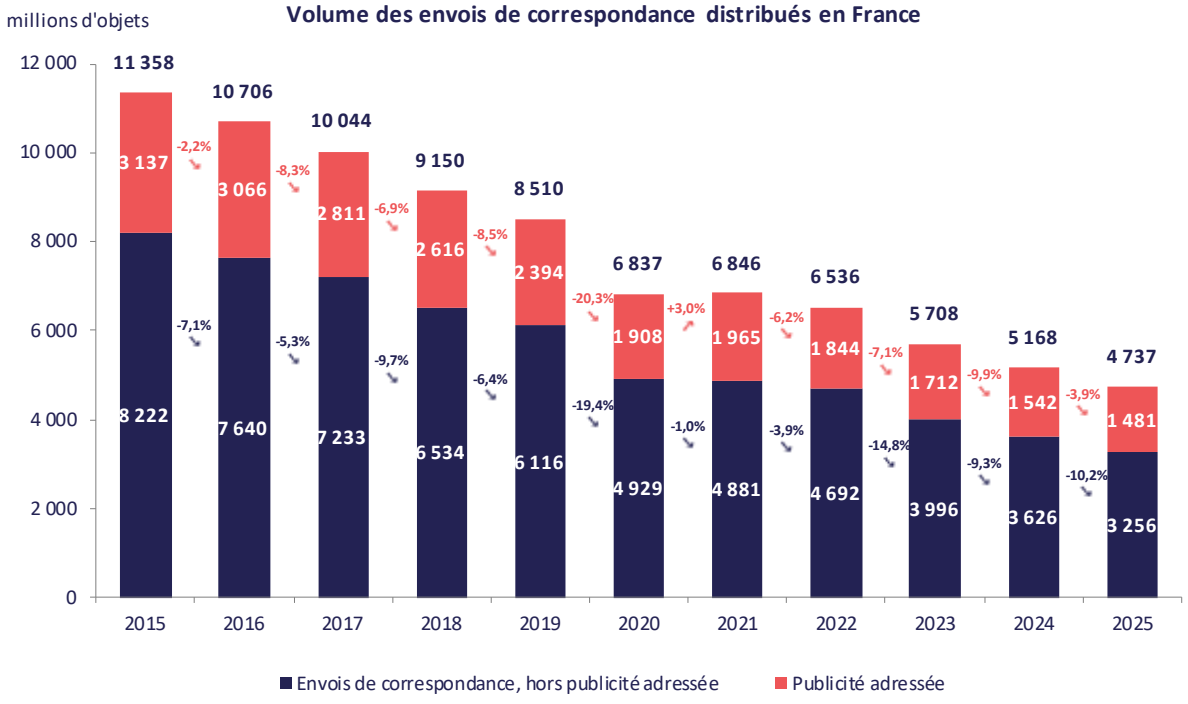
parallèlement de 5,7 % et s'élève à 3,2 milliards d'euros HT en 2025. Cette baisse du revenu moins rapide que celle du volume s'explique en partie par la hausse des tarifs des produits relevant du service universel : en 2025, les tarifs des envois de courrier des particuliers et des très petites entreprises ont augmenté de 7,7 % en moyenne, tandis que ceux des entreprises ont augmenté de 9,1 %[7].

Publicité adressée et autres envois de correspondance - Volumes *en millions d'objets*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Publicité adressée	1 965	1 844	1 712	1 542	1 481	**-3,9 %**
Envois de correspondance, hors publicité adressée	4 881	4 692	3 996	3 626	3 256	**-10,2 %**
Total des envois de correspondance*	**6 846**	**6 536**	**5 708**	**5 168**	**4 737**	**-8,3 %**
Part de la publicité adressée	28,7%	28,2%	30,0%	29,8%	31,3%	**+1,5 point**

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales
** non compris les envois de correspondance remis contre signature*

Publicité adressée et autres envois de correspondance - Revenus *en millions d'euros HT*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Publicité adressée	746	701	645	618	590	**-4,6 %**
Envois de correspondance, hors publicité adressée	4 249	4 007	3 570	3 415	3 220	**-5,7 %**
Revenus des envois de correspondance*	**4 995**	**4 708**	**4 215**	**4 033**	**3 810**	**-5,5 %**
Part de la publicité adressée	14,9%	14,9%	15,3%	15,3%	15,5%	**+0,2 point**

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales
** non compris les envois de correspondance remis contre signature*



[7] *Ibidem*.

1.3 Le trafic égrené et le trafic industriel

Le trafic égrené, c'est-à-dire les envois émis à l'unité ou en quantité inférieure à 100 plis, recule de 24,4 % en 2025. La diminution du nombre de courriers égrenés touche toutes les clientèles, mais en particulier celle des entreprises, avec un recul près de deux fois supérieur (- 29,5 % en un an en 2025) au courrier égrené des particuliers et petits professionnels (- 15,7 %). La baisse très importante du courrier égrené des entreprises en 2025 survient en raison du volume important de plis électoraux distribués en 2024 pour les élections européennes et législatives anticipées (136 millions de plis). En ne tenant pas compte de ce courrier électoral, le volume de courrier égrené des entreprises diminue de 11,2 % en un an en 2025.

Le revenu associé au trafic égrené s'établit à 1,7 milliard d'euros HT. Il diminue de 11,4 % en un an, une baisse en partie atténuée par les hausses tarifaires[8] intervenues en 2025.

Le trafic industriel, qui correspond aux envois en nombre supérieurs à 100 objets, a enregistré une contraction moins intense que le courrier égrené. Il diminue de 3,0 % en un an en 2025, après une baisse de 11,0 % en 2024. Le trafic industriel est composé pour 60,6 % de courriers de gestion et pour 39,4 % de la publicité adressée. La part de la publicité au sein du trafic industriel se maintient à un niveau stable depuis 2020, après avoir diminué au cours des quinze années précédentes.

Le revenu du courrier industriel se stabilise : - 0,3 % en un an en 2025. Cette stabilisation s'explique en partie par des hausses de tarifs intervenues sur les produits relevant du service universel en 2025, qui compensent la baisse du volume. La stabilisation du revenu généré par le courrier industriel s'explique aussi par la réduction de 4,6 % du revenu généré par la publicité adressée et par l'augmentation de 1,5 % du revenu généré par les autres envois de correspondance industrielle. Il en résulte que la part du revenu de la publicité adressée au sein du revenu issu du trafic industriel diminue légèrement par rapport à 2024 et s'établit à 27,3 % (- 1,3 point).

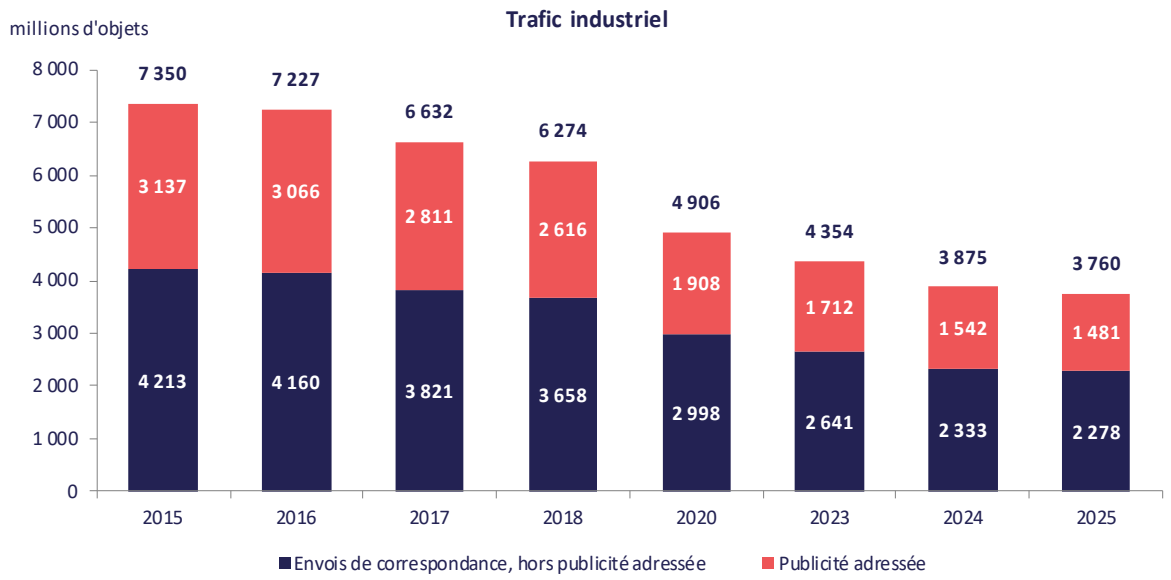
[8] Voir Avis n°24-1593 de l'Arcep en date du 18 juillet 2024 sur le dossier tarifaire de La Poste.

Répartition des envois de correspondance (domestique et import) - Volumes *en millions d'objets*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Trafic "égrené" déposé chez l'opérateur de distribution	**1 892**	**1 830**	**1 354**	**1 293**	**977**	**-24,4 %**
dont courrier égrené des entreprises	1 112	1 121	779	813	573	-29,5 %
dont courrier égrené des particuliers et petits professionnels	778	708	575	479	404	-15,7 %
Trafic industriel (envois en nombre > 100 envois)	**4 954**	**4 707**	**4 354**	**3 875**	**3 760**	**-3,0 %**
dont publicité adressée	1 965	1 844	1 712	1 542	1 481	-3,9 %
dont autres envois de correspondance	2 989	2 863	2 641	2 333	2 278	-2,3 %
Part de la publicité adressée dans le trafic industriel	39,7%	39,2%	39,3%	39,8%	39,4%	-0,4 point
Total des envois de correspondance distribués en France*	**6 846**	**6 536**	**5 708**	**5 168**	**4 737**	**-8,3 %**

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales
** non compris les envois de correspondance remis contre signature*

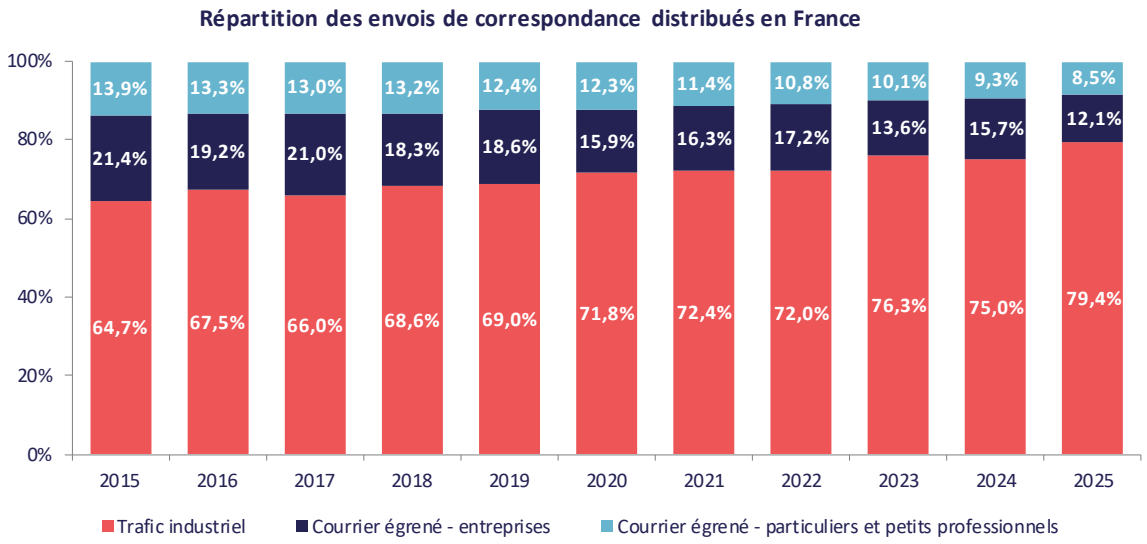
Répartition des envois de correspondance (domestique et import) - Revenus *en millions d'euros HT*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Trafic "égrené" déposé chez l'opérateur de distribution	**2 569**	**2 350**	**1 950**	**1 869**	**1 656**	**-11,4 %**
Trafic industriel (envois en nombre > 100 envois)	**2 426**	**2 358**	**2 264**	**2 165**	**2 159**	**-0,3 %**
dont publicité adressée	746	701	645	618	590	**-4,6 %**
dont autres envois de correspondance	1 680	1 658	1 619	1 546	1 569	**1,5 %**
Part de la publicité adressée dans le trafic industriel	30,7%	29,7%	28,5%	28,6%	27,3%	-1,3 point
Total des envois de correspondance distribués en France*	**4 995**	**4 708**	**4 215**	**4 033**	3 810	**-5,5 %**

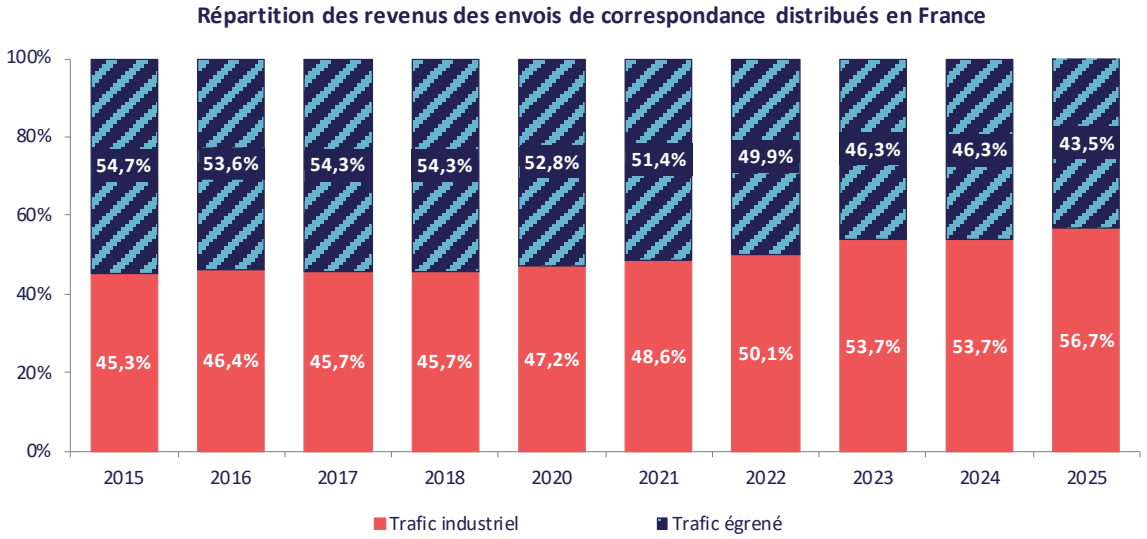
Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales
** non compris les envois de correspondance remis contre signature*



Les envois industriels représentent, en volume, 80% des envois en France en 2025. Leur part dans le total des envois de correspondance augmente au détriment des envois de correspondance égrenés. Cette dynamique est notamment liée à la diminution, en 2025, du volume de courrier égrené émis par les entreprises, dont la part diminue de 3,6 points en un an pour s'établir à 12,1 %. La proportion de ces flux de courrier avait nettement progressé en 2024 avec la distribution de 136 millions de plis électoraux. La proportion des courriers émis par les particuliers et les petites entreprises continue de reculer. Cette proportion représente désormais moins de 10 % du volume de courriers distribués en France : 8,6 % en 2025, soit - 0,7 point en un an.

En revenu, la part du trafic industriel atteint 56,7 % du revenu total issu des envois de correspondance (+ 3 points en un an).





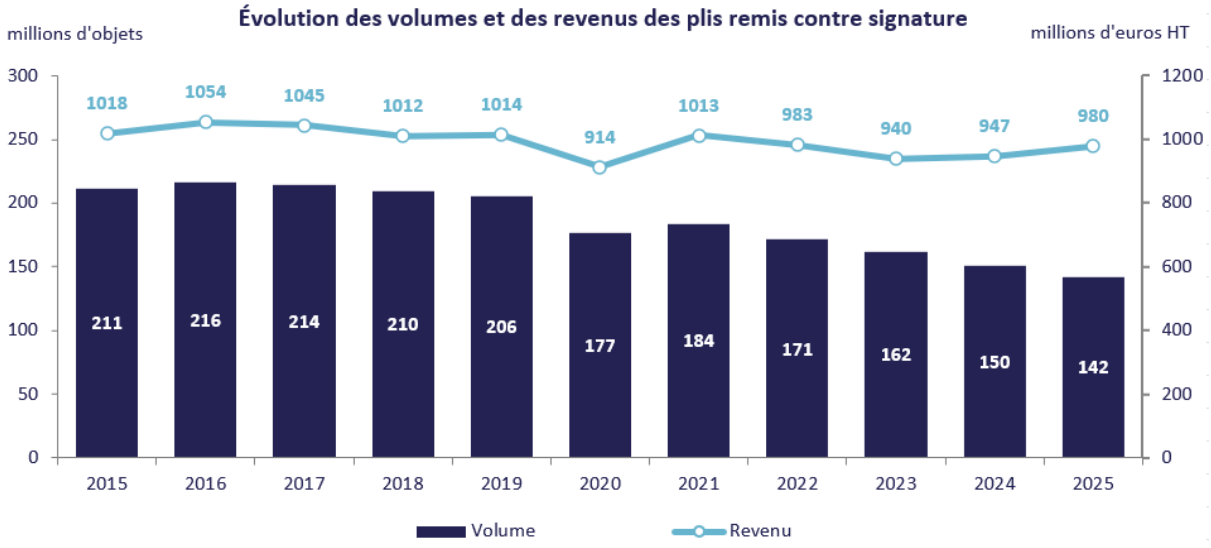
1.4 Les envois de correspondance remis contre signature

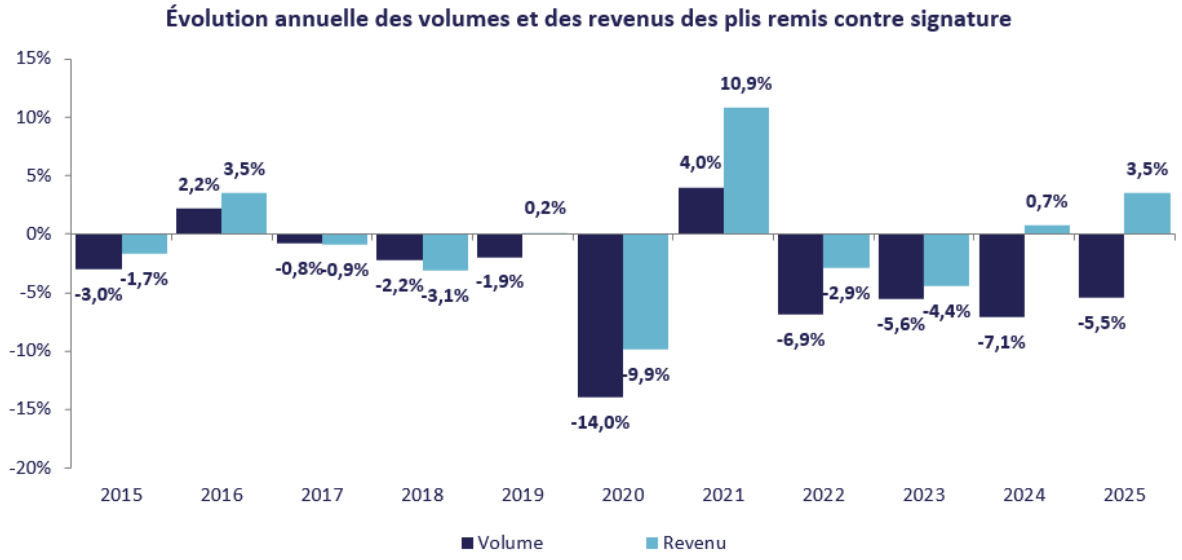
Comme l'ensemble des envois de correspondance, la baisse du nombre de plis remis contre signature s'est fortement intensifiée en 2020, avant que leur nombre n'augmente en 2021. Depuis 2022, le nombre de courriers remis contre signature diminue, à un rythme annuel plus élevé qu'au cours des années précédant la crise sanitaire (-5,5 % en 2025). Le revenu généré par ces envois augmente, quant à lui, de 3,5 %, pour s'établir à 980 millions d'euros HT. Cette augmentation s'explique en partie par les hausses de tarifs des produits relevant du service universel (+ 6,1 % en moyenne en 2025 pour ce type

d'envois[9]). En conséquence, le revenu moyen par envoi progresse de 9 % en un an et atteint 6,9 euros HT.

Envois de correspondance remis contre signature	2021	2022	2023	2024	2025	Évolution 2024-2025
Volume en millions d'objets	184	171	162	150	142	-5,5 %
Revenus en millions d'euros HT	1 013	983	940	947	980	3,5 %

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales





[9] Le tarif de la Lettre recommandée timbre-poste avec avis de réception sur la première tranche de poids est par exemple passé de 6,71 € à 6,52 € en 2025 (voir Avis n°24-1593 de l'Arcep en date du 18 juillet 2024 sur le dossier tarifaire de La Poste).

2 Les colis distribués en France

En 2025, le nombre de colis distribués en France (colis ordinaires, express et petits paquets) augmente de 6,4 % et s'élève à 1,7 milliard. Ce marché est en croissance pour la troisième année consécutive, après s'être temporairement réduit en 2022.

La hausse du nombre de colis distribués en France provient de la croissance du marché domestique. Le volume de colis domestiques augmente de 8,6 % en 2025, soit un rythme de croissance le plus élevé depuis 2021. Les colis domestiques (1,4 milliard de colis distribués en 2025) représentent 78 % du volume total de colis distribués en France, un taux en croissance de 1,6 point en un an. Le volume de colis importés se stabilise quant à lui (- 0,8 % en 2025), après deux années de croissance (+2,6 % en 2024, + 5,8 % en 2023), pour s'établir à 380 millions d'objets.

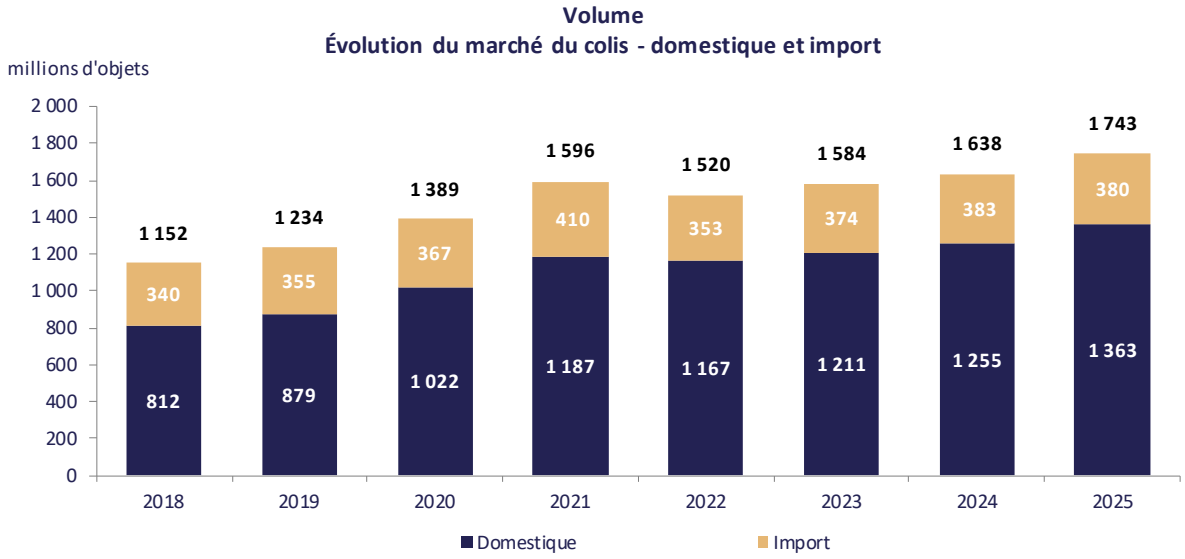
Le revenu afférent à la distribution de colis s'accroit également, de 3,6 % en un an et atteint 8,7 milliards d'euros HT. Celui-ci est soutenu à la fois par la distribution des colis domestiques, qui génère 7,0 milliards d'euros HT en 2025 (+4,2 % en un an) et représente 81 % du revenu issu de la distribution des colis en France. Le revenu généré par la distribution de colis importés augmente légèrement, avec une hausse de 1,0 % en un an. Il s'établit à 1,6 milliard d'euros HT.

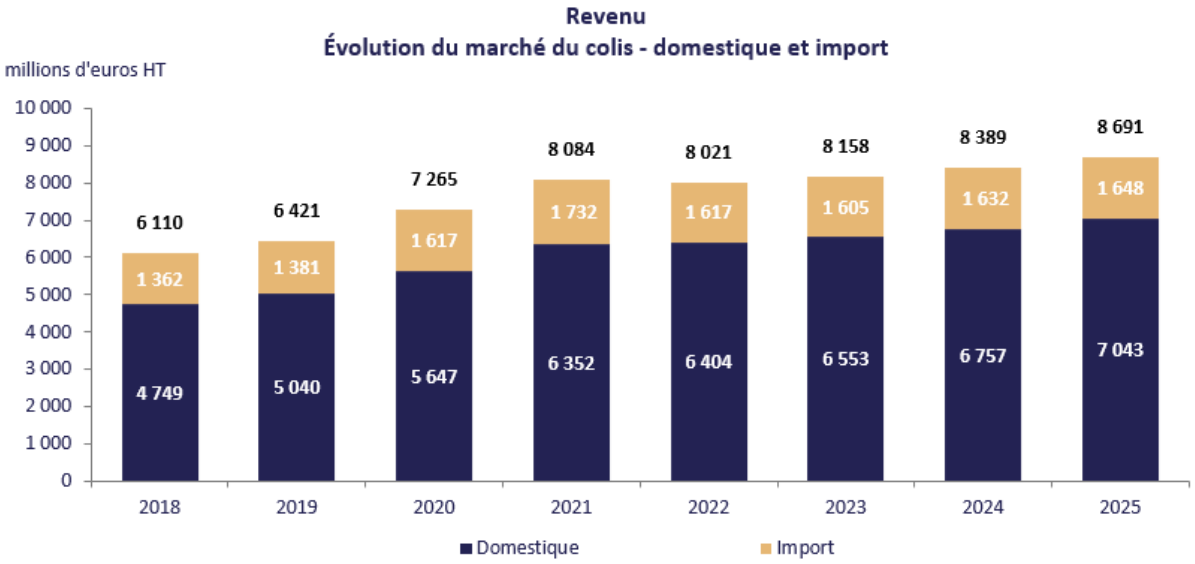
Colis - Volumes *en millions d'objets*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Ensemble des colis*	**1 596**	**1 520**	**1 584**	**1 638**	**1 743**	**6,4%**
dont colis domestiques	1 187	1 167	1 211	1 255	1 363	8,6%
dont colis importés	410	353	374	383	380	-0,8%

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales
** Colis ordinaires, colis express et petits paquets*

Colis - Revenus *en millions d'euros HT*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Ensemble des colis*	**8 084**	**8 021**	**8 158**	**8 389**	**8 691**	**3,6 %**
dont colis domestiques	6 352	6 404	6 553	6 757	7 043	4,2 %
dont colis importés	1 732	1 617	1 605	1 632	1 648	1,0 %

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales
** Colis ordinaires, colis express et petits paquets*





Évolution des taux de TVA sur les achats en ligne de biens situés en dehors de l'Union européenne

La directive (UE) 2017/2455 du Conseil de l'Union européenne a modifié les règles douanières sur les biens importés hors de l'Union européenne. Les biens dont la valeur ne dépassait pas 22 euros étaient jusqu'alors exonérés de TVA. En application de cette directive, et à compter du 1er juillet 2021, l'ensemble des ventes à distance de biens situés en dehors de l'Union européenne est soumis au régime standard de TVA en vigueur.

3 L'activité internationale : import et export

3.1 Le marché international

3.1.1 L'ensemble du marché

Le trafic international de correspondance, de colis et de presse (import et export) représente 745 millions d'objets en 2025, en repli de 3,2 % en un an. Depuis 2018, le volume international recule, à l'exception de l'année 2021. Cette diminution provient de la baisse des flux d'export (-5,3 % en un an), et, dans une moindre mesure, de celle des flux d'import (-2,2 % en un an).

Le revenu associé au trafic international (3,6 milliards d'euros HT en 2025) augmente (+1,4 % en un an), principalement en raison de la croissance des revenus à l'export (+2,1 % en un an). La hausse du revenu associé au trafic international reflète la part croissante des colis dans les échanges internationaux, au détriment des envois de correspondance. Par conséquent, le revenu moyen par objet exporté s'accroît de 8 % en 2025, tandis que celui des objets importés progresse de 3 %.

Trafic international - Volumes *en millions d'objets*	2021	2022	2023	2024	2025	Évolution 2024-2025
Export	327	304	280	262	248	-5,3 %
Import	588	519	523	508	497	-2,2 %
Total trafic international*	**916**	**823**	**803**	**770**	**745**	**-3,2 %**

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales
**Inclut les envois de correspondance, les envois remis contre signature, la presse et l'ensemble des colis hors express*

Trafic international - Revenus *en millions d'euros HT*	2021	2022	2023	2024	2025	Évolution 2024-2025
Export	1 742	1 804	1 801	1 828	1 866	2,1 %
Import	1 834	1 723	1 706	1 719	1 731	0,7 %
Total trafic international*	**3 577**	**3 528**	**3 507**	**3 547**	**3 597**	**1,4 %**

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales
**Inclut les envois de correspondance, les envois remis contre signature, la presse et les colis « ordinaires »*

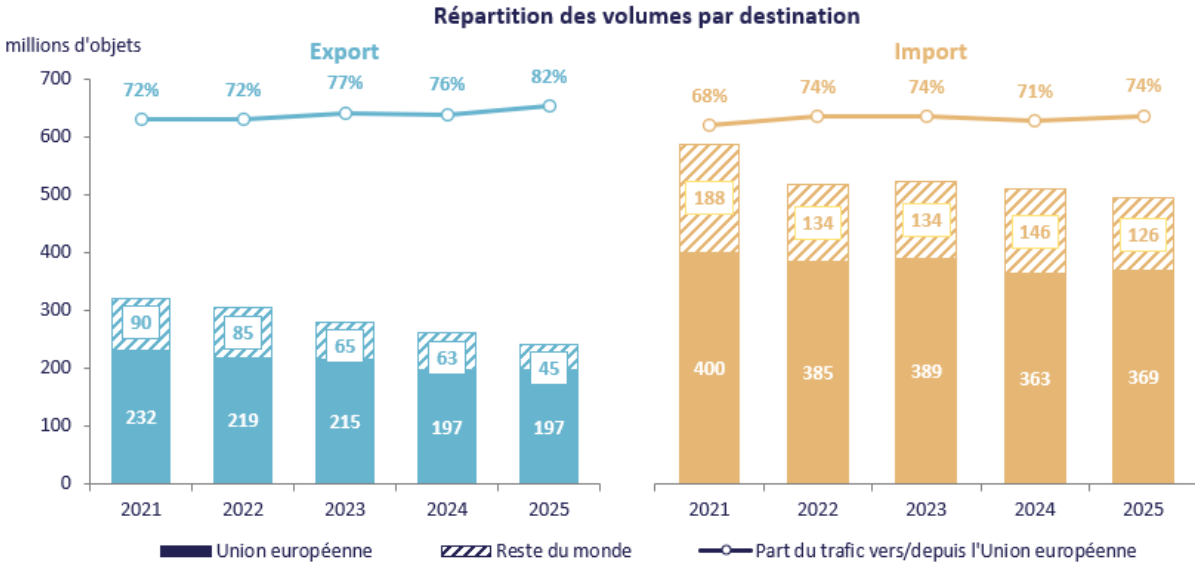
3.1.2 La répartition des flux par zones géographiques

Le trafic d'objets transfrontières transite majoritairement au sein de l'Union européenne[10]. Avec la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne en 2021, la part du trafic transitant au sein de l'Union européenne avait nettement diminué, passant de 78 % à 69 %. Depuis, cette proportion oscille autour de 75 % chaque année (77 % en 2025).

Le volume d'objets importés en provenance de l'Union européenne progresse légèrement en 2025 (+ 1,4 % en un an). Il représente 369 millions d'objets, soit 74 % du volume total d'objets importés en France. Au contraire, le volume d'objets adressés en provenance du reste du monde diminue significativement, de 13,6 % en un an, après avoir augmenté en 2024.

A l'export, les flux à destination de l'Union européenne se stabilisent (- 0,1 % en un an) mais ils diminuent nettement à destination du reste du monde (- 29,3 % en un an).

[10] Les flux de la zone 1 dite « Union européenne » couvrent les pays de l'UE ainsi que l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, Saint-Marin, la Suisse et le Vatican.



3.2 Focus sur l'export

Le nombre d'objets exportés (courrier, colis, presse) s'élève à 248 millions en 2025, soit un recul de 5,3 % par rapport à 2024. Cette baisse régulière provient essentiellement du repli des envois de correspondance, qu'il s'agisse de correspondance hors publicité adressée (- 7,6 % en un an) ou de publicité adressée (- 25,8 % en un an). Le volume de presse exportée diminue également, de - 6,7 % en un an, et s'élève à 7 millions d'exemplaires.

En revanche, le volume de colis exportés progresse de 12,7 % en un an, une croissance qui s'est intensifiée par rapport à 2024 (+ 8,8 % en 2024). Le volume de colis exportés atteint ainsi 113 millions d'objets en 2025.

Malgré la baisse du nombre d'objets exportés, le revenu augmente de 2,1 % et s'élève à 1,9 milliard d'euros HT : l'érosion du revenu issu des envois de correspondance est compensée par celui généré par les envois de colis, et par les augmentations de tarifs des produits relevant du service universel[11]. Le revenu généré par les envois de colis s'élève à 1,6 milliard d'euros HT (+ 3,9 % en un an). Ce segment à forte valeur ajoutée (14,6 € HT par objet en 2025) représente 88 % du revenu issu de l'export.

[11] Les tarifs de la Lettre internationale et du Colis international augmentent par exemple de respectivement 7,1 % et 5,3 % en 2025.

Export - Volumes *en millions d'objets*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Envois de correspondance	**227**	**207**	**179**	**154**	**128**	**-16,8 %**
publicité adressée	126	115	99	78	58	-25,8 %
hors publicité adressée	101	92	80	76	71	-7,6 %
Presse	**10**	**10**	**9**	**7**	**7**	**-6,7 %**
Colis*	**90**	**87**	**92**	**100**	**113**	**12,7 %**
Total Export	**327**	**304**	**280**	**262**	**248**	**-5,3 %**

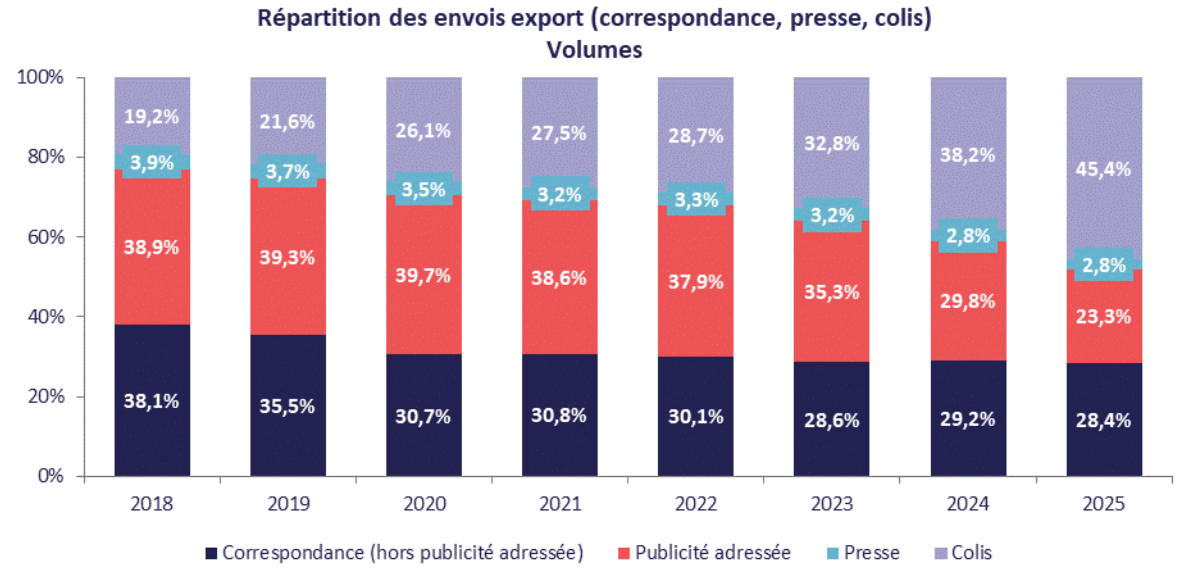
Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales

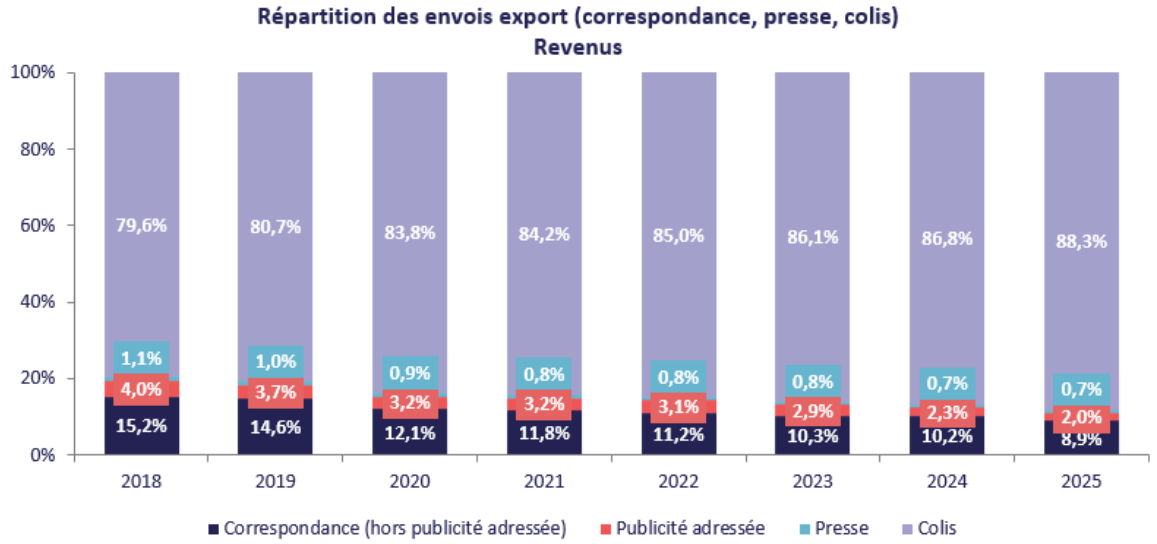
** Colis ordinaires, colis express et petits paquets*

Export - Revenus *en millions d'euros HT*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Envois de correspondance	**261**	**257**	**237**	**229**	**205**	**-10,7 %**
publicité adressée	55	56	52	42	38	-11,4 %
hors publicité adressée	206	201	185	186	167	-10,5 %
Presse	**14**	**14**	**14**	**13**	**13**	**0,9 %**
Colis*	**1 467**	**1 533**	**1 551**	**1 586**	**1 648**	**3,9 %**
Total Export	**1 742**	**1 804**	**1 801**	**1 828**	**1 866**	**2,1 %**

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales

** Colis ordinaires, colis express et petits paquets*





3.3 Focus sur l'import

En 2025, les flux d'objets importés diminuent de 2,2 % et s'établissent à 497 millions d'objets.

Ce repli intervient majoritairement sous l'effet du recul du volume des envois de correspondance (- 6,3 % en un an), un rythme pratiquement identique quelle que soit la nature du courrier (publicité adressée ou autre courrier).

Dans une moindre mesure, le volume de colis importés diminue légèrement, de 0,8 % en 2025, contre une augmentation de 2,6 % en 2024. En 2025, les colis représentent les trois quarts des objets importés distribués en France.

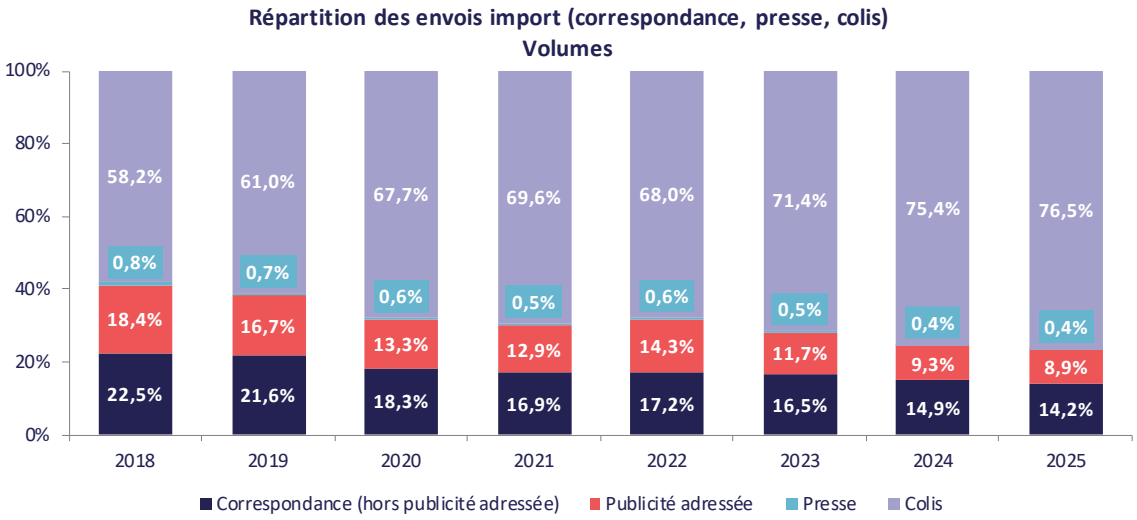
Le revenu du marché de l'import progresse faiblement (+ 0,7 % en un an). Cette légère hausse est entièrement issue de l'import de colis, qui enregistre une augmentation de + 1,0 % et s'élève à 1,6 milliard d'euros HT. Les colis génèrent ainsi 95 % du revenu total de l'import en 2025.

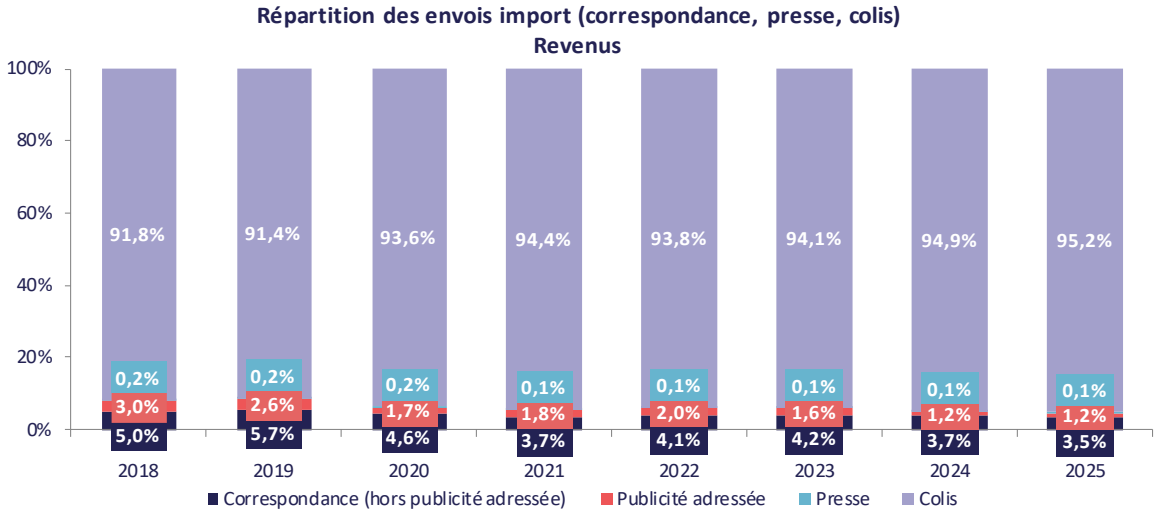
Import - Volumes *en millions d'objets*	2021	2022	2023	2024	2025	Évolution 2024-2025
Envois de correspondance (y compris remis contre signature)	**175**	**163**	**147**	**123**	**115**	**-6,3 %**
publicité adressée	76	74	61	47	44	-6,1 %
hors publicité adressée	99	89	86	75	71	-6,4 %
Presse	**3**	**3**	**2**	**2**	**2**	**-9,0 %**
Colis*	**410**	**353**	**374**	**383**	**380**	**-0,8 %**
Total Import	**588**	**519**	**523**	**508**	**497**	**-2,2 %**

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales
** Colis ordinaires, colis express et petits paquets*

Import - Revenus *en millions d'euros HT*	2021	2022	2023	2024	2025	Évolution 2024-2025
Envois de correspondance (y compris remis contre signature)	**100**	**104**	**99**	**85**	**82**	**-4,3 %**
publicité adressée	32	34	27	21	21	1,6 %
hors publicité adressée	68	70	72	64	60	-6,2 %
Presse	**3**	**2**	**2**	**2**	**2**	**-10,0 %**
Colis*	**1 732**	**1 617**	**1 605**	**1 632**	**1 648**	**1,0 %**
Total Import	**1 834**	**1 723**	**1 706**	**1 719**	**1 731**	**0,7 %**

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales
** Colis ordinaires, colis express et petits paquets*


Répartition des envois import (correspondance, presse, colis)
Volumes
100%
80%
60%
40%
20%
0%
58,2%
61,0%
67,7%
69,6%
68,0%
71,4%
75,4%
76,5%
0,8%
0,7%
0,6%
0,5%
0,6%
0,5%
0,4%
0,4%
18,4%
16,7%
13,3%
12,9%
14,3%
11,7%
9,3%
8,9%
22,5%
21,6%
18,3%
16,9%
17,2%
16,5%
14,9%
14,2%
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025
Correspondance (hors publicité adressée)
Publicité adressée
Presse
Colis


Répartition des envois import (correspondance, presse, colis)
Revenus
100%
80%
60%
40%
20%
0%
91,8%
91,4%
93,6%
94,4%
93,8%
94,1%
94,9%
95,2%
0,2%
0,2%
0,2%
0,1%
0,1%
0,1%
0,1%
0,1%
3,0%
2,6%
1,7%
1,8%
2,0%
1,6%
1,2%
1,2%
5,0%
5,7%
4,6%
3,7%
4,1%
4,2%
3,7%
3,5%
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025
Correspondance (hors publicité adressée)
Publicité adressée
Presse
Colis

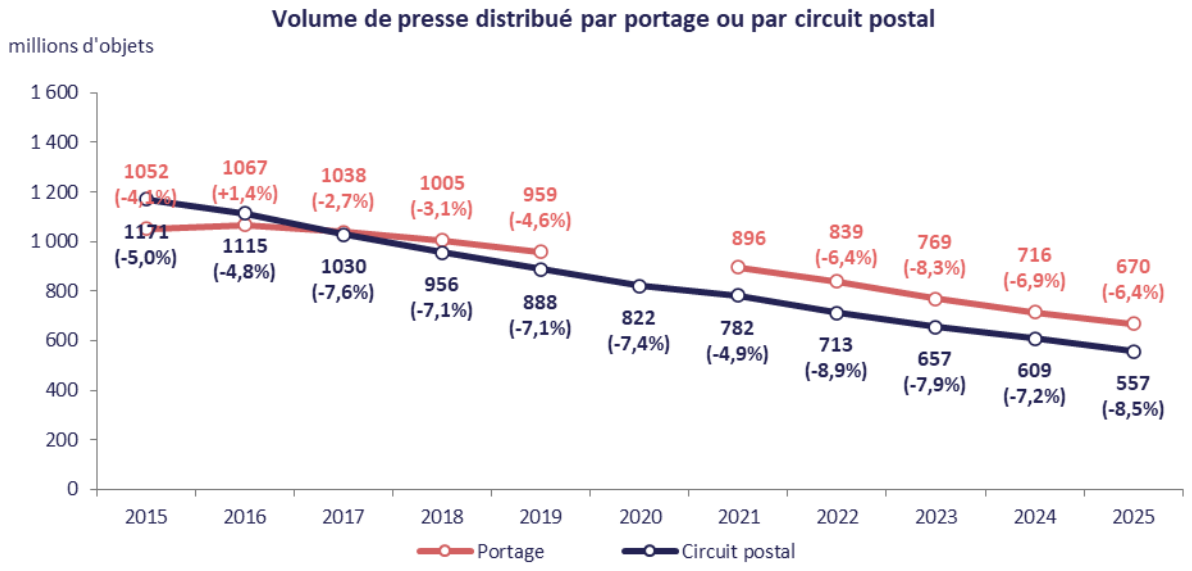
4 La presse par abonnement

4.1 Les volumes de presse postée et portée

Le nombre d'exemplaires de presse au format papier distribués aux abonnés s'établit à 1,2 milliard en 2025. Ce volume se réduit au rythme annuel moyen de 7,5 % depuis 2022 (- 7,4 % en un an en 2025). En 2023 et 2024, le rythme de baisse était pratiquement identique quel que soit le mode de distribution. En 2025, le volume de presse distribuée par circuit postal diminue plus rapidement (- 8,5 % en un an) que le volume de presse distribuée par portage (- 6,4 % par rapport à 2024).

Presse - Volumes *en millions d'objets*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Circuit postal	782	713	657	609	557	-8,5 %
Portage*	896	839	769	716	670	-6,4 %
Distribution totale de la presse aux abonnés	**1 678**	**1 551**	**1 426**	**1 326**	**1 227**	**-7,4 %**

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales
** Source: ACPM, Alliance pour les Chiffres de la Presse et des Médias – Portage de presse payante grand public*
En 2020, les volumes de portage de presse ne sont pas disponibles sur l'ensemble de l'année
En 2022, les volumes de presse portée ont été estimés par l'Arcep d'après les informations publiées par l'ACPM
https://www.acpm.fr/Les-chiffres



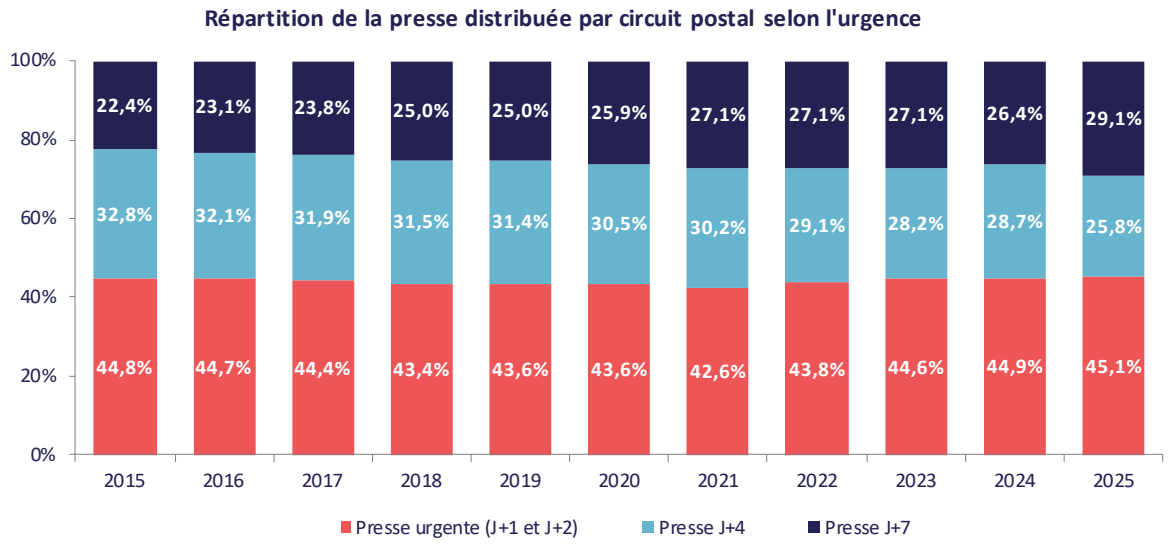
Le flux de presse papier distribuée aux abonnés recule chaque année depuis 2008, dans un contexte plus global de diminution des volumes de presse payée. Selon L'Alliance pour les Chiffres de la Presse et des Médias (ACPM), le nombre d'exemplaires vendus sous format papier ou numérique, grand public et professionnel, baisse de 2,4 % en un an en 2025[12]. La baisse du volume d'exemplaires vendus au

[12] Source : Alliance pour les Chiffres de la Presse et des Médias, Observatoire de la presse et des médias 2025

format papier (- 8 % en un an) est partiellement compensée par la consommation croissante de la presse numérique payante (+ 9 %). La presse numérique représente 37 % de l'ensemble de la presse payée en 2025 selon l'ACPM (+4 points en un an).

4.2 Les volumes de presse postée par niveau d'urgence

S'agissant de la presse distribuée par circuit postal, les flux diminuent depuis 2015, quel que soit le niveau d'urgence, à l'exception, en 2025, des flux de presse distribués en J+7 qui se stabilisent (+0,6 % en un an) Le nombre d'exemplaires distribués en J+1 / J+2 etJ+4 reculent nettement, de respectivement - 8,4 % et - 17,7 % en un an. Par conséquent, la part de la presse urgente dans le total des volumes de presse postée (J+1 et J+2) s'élève à 45,1 % (+ 0,2 point en un an) et celle de la presse distribuée en J+4 à 25,8 % (-2,9 point en un an). En revanche, la part de la presse distribuée en J+7 augmente sensiblement et s'établit à 29,1 % (+ 2,7 points un en an).



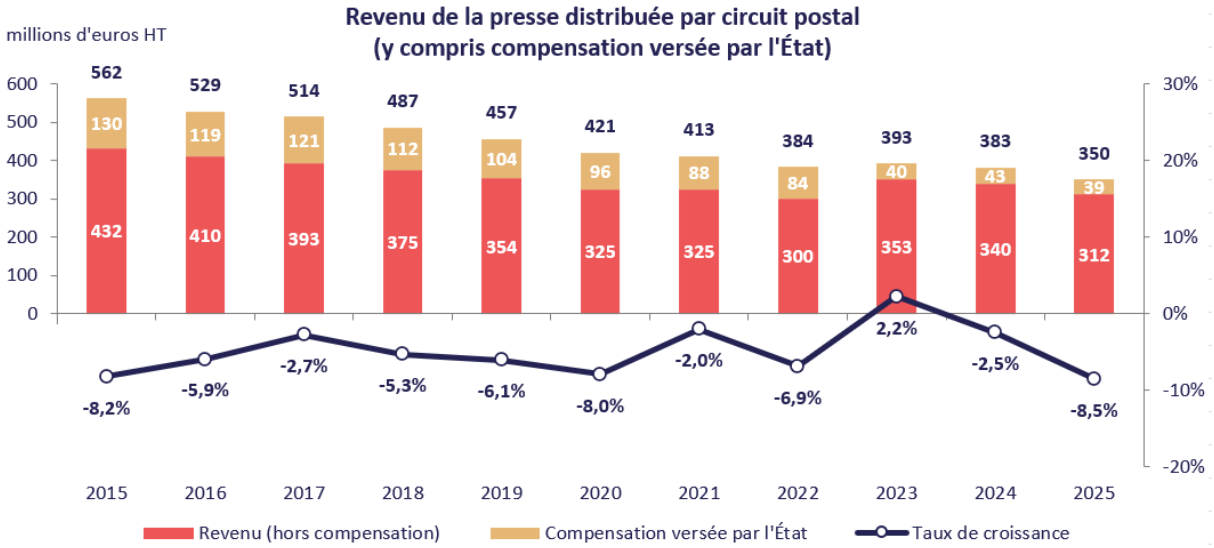
4.3 Le revenu lié à la presse postée

Le revenu issu de la distribution de la presse par circuit postal, incluant la compensation versée par l'État, diminue de 8,5 % en 2025, avec un recul de 10 % s'agissant spécifiquement de la compensation versée à La Poste par l'État au titre de la mission de transport et de distribution de la presse. Le revenu issu de la distribution de la presse par circuit postal avait diminué de 2,5 % en 2024 et exceptionnellement augmenté en 2023, avec l'entrée en vigueur du protocole d'accord entre la presse,

La Poste et l'État relatif à la réforme du transport de la presse sur la période 2022-2026[13]. En 2025, le revenu issu de la distribution de la presse par circuit postal, hors compensation versée à La Poste par l'État, s'élève à 312 millions d'euros, en baisse de 8,4 % en un an[14]. La compensation versée à La Poste par l'État au titre de la mission de transport et de distribution de la presse s'établit quant à elle à 39 millions d'euros[15].

Presse - Revenus *en millions d'euros HT*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Chiffre d'affaires "Presse"	325	300	353	340	312	-8,4 %
Compensation versée par l'État à La Poste au titre de la mission de transport et de distribution de la presse*	88	84	40	43	39	-10,0 %
Total	**413**	**384**	**393**	**383**	**350**	**-8,5 %**

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales
**Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique*



[13] Ce protocole d'accord a en particulier entraîné la suppression de tarifs réduits réservés aux titres de presse d'information politique et générale (PIPG), aux quotidiens à faibles ressources publicitaires (QFRP) et à faible ressources de petites annonces (QFRA), ce qui a conduit à une hausse du chiffre d'affaires directement issu de cette activité. En contrepartie, la compensation versée par l'État avait alors diminué de moitié. Voir : Protocole d'accord entre la presse, La Poste et l'État portant réforme et programmation du service public de distribution de la presse papier abonnée pour les années 2022-2026

[14] Les tarifs des services de distribution de la presse relevant du service universel ont augmenté de 10,0 % en 2025, pour l'ensemble des niveaux de service (voir Avis n°24-1593 de l'Arcep en date du 18 juillet 2024 sur le dossier tarifaire de La Poste)

[15] Voir : décision de la Commission européenne SA.102817 (2022/N) – France – Compensation de la mission de service public relative au transport et de distribution de la presse pour la période 2023-2026.

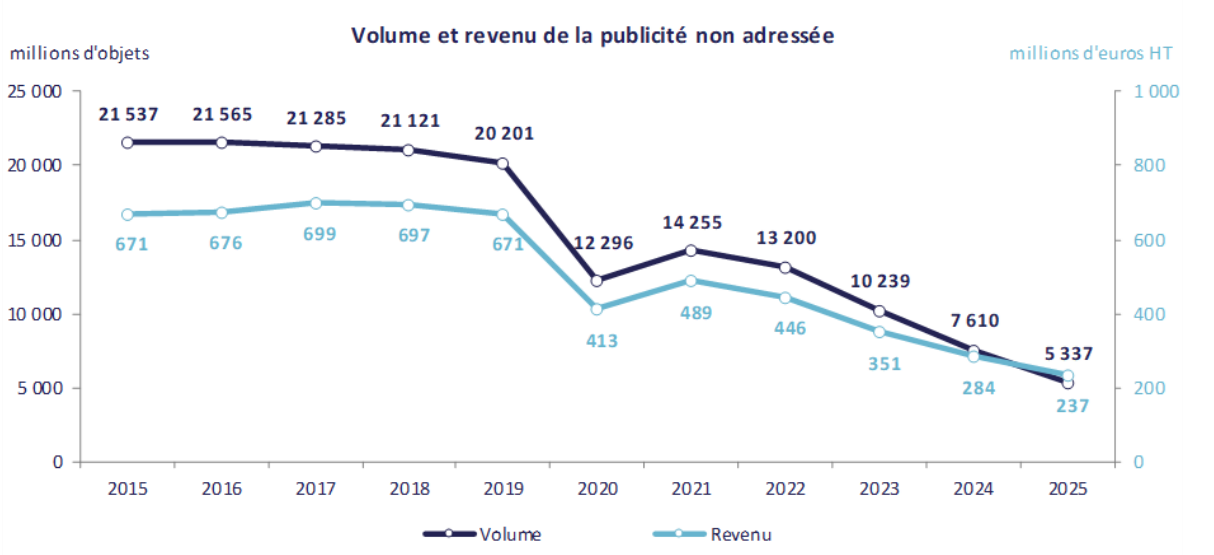
5 La publicité non adressée

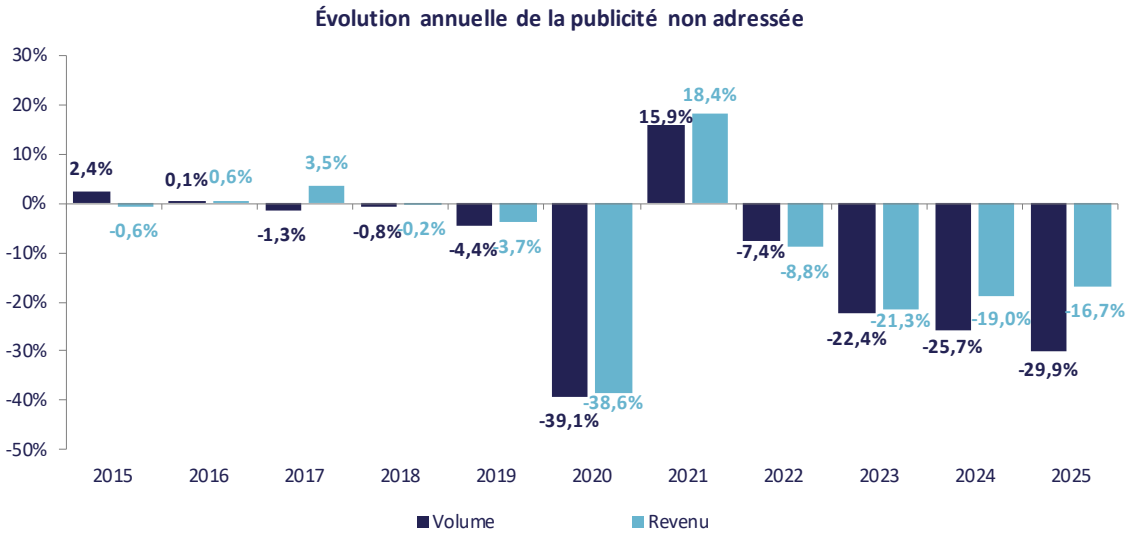
Le volume de la publicité non adressée diminue de 29,9 % en 2025. Fortement affecté par la crise sanitaire en 2020, ce marché avait alors chuté d'environ 40 % en un an. Après un léger rebond intervenu en 2021, ce marché se contracte à un rythme croissant depuis lors. En 2025, il représente 5,3 milliards d'objets, soit environ un quart du volume distribué en 2019. En outre, le volume de publicité non adressée est, en 2025, 28 % inférieur au volume d'objets adressés. En 2019, il représentait plus du double de ce marché en volume.

Le revenu afférent à la publicité non adressée représente 237 millions d'euros en 2025. Ce revenu diminue de 16,7 % en soit un rythme de recul nettement inférieur à celui du volume. En conséquence, le revenu moyen par objet non adressé, qui était compris entre 3 et 3,5 centimes d'euros au cours des vingt dernières années, progresse de près de 20 % en 2025 pour s'établir à 4,4 centimes d'euros.

Publicité non adressée	2021	2022	2023	2024	2025	Évolution 2024-2025
Volume en millions d'objets	14 255	13 200	10 239	7 610	5 337	-29,9 %
Revenus en millions d'euros HT	489	446	351	284	237	-16,7 %

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales




Évolution annuelle de la publicité non adressée
30%
20%
10%
0%
-10%
-20%
-30%
-40%
-50%
2,4%
-0,6%
0,1%
0,6%
-1,3%
3,5%
-0,8%
0,2%
-4,4%
3,7%
-39,1%
-38,6%
15,9%
18,4%
-7,4%
-8,8%
-22,4%
-21,3%
-25,7%
-19,0%
-29,9%
-16,7%
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025
Volume
Revenu

Partie 2 – Investissements et emploi des activités postales et de colis

Évolution du périmètre de comptabilisation des emplois et investissements

Le règlement (UE) 2018/644 du Parlement européen et du Conseil a donné de nouvelles compétences aux États membres. En particulier, il permet la collecte d'informations à caractère statistique auprès des opérateurs de colis lorsque ceux-ci emploient au moins 50 salariés ou qu'ils sont présents dans plus d'un État membre. En conséquence, le champ des indicateurs d'investissements et d'emplois a évolué. Ils sont présentés ci-après sur l'ancien périmètre, c'est-à-dire le seul périmètre des opérateurs autorisés jusqu'en 2018, et sur le nouveau périmètre (opérateurs autorisés et opérateurs de colis) à partir de 2017.

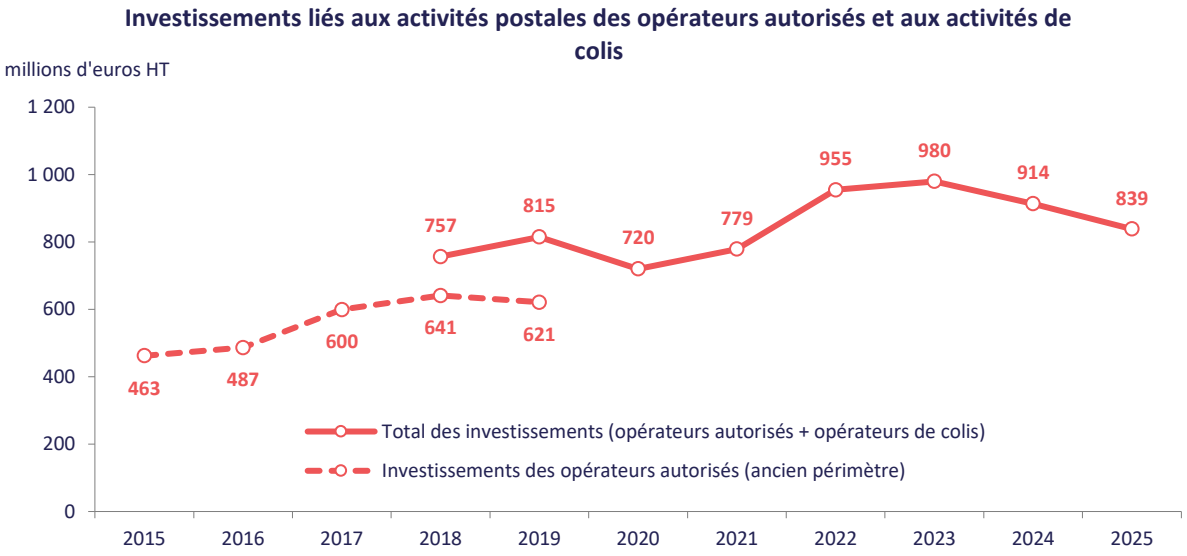
1 Les investissements

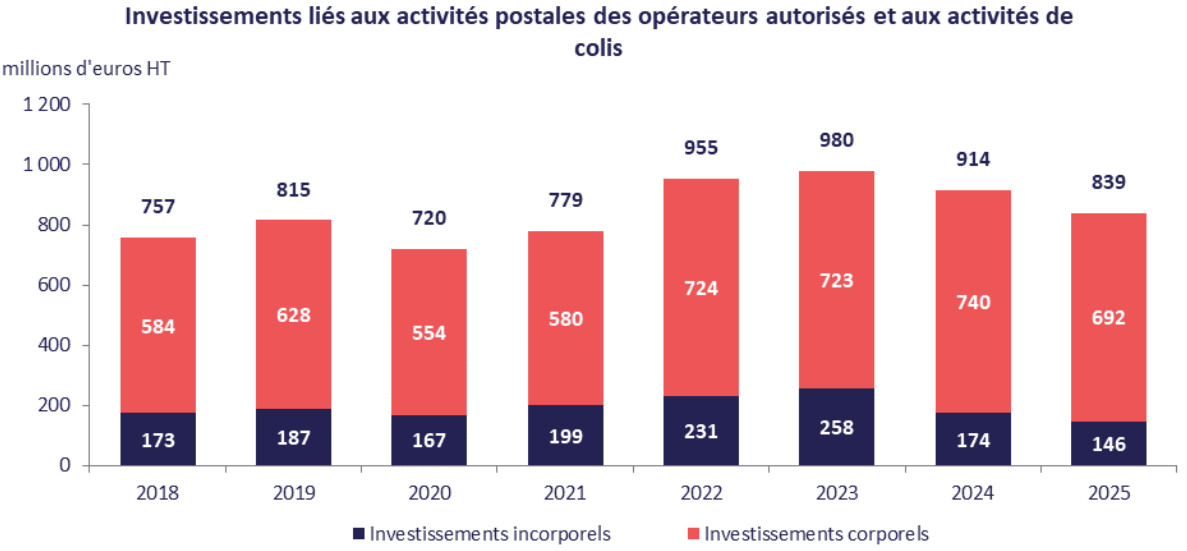
Les investissements réalisés par les opérateurs postaux autorisés par l'Arcep et par les opérateurs de colis[16] s'élèvent, en 2025, à 839 millions d'euros. Après trois années de croissance entre 2021 et 2023, les investissements des opérateurs diminuent pour la deuxième année consécutive (-8,2 % en un an en 2025).

La diminution des investissements provient à la fois de la diminution de 15,7 % des investissements incorporels (brevets, licences, logiciels, etc.) et d'une diminution de 6,5 % des investissements corporels. Les investissements corporels représentant 692 millions d'euros en 2025, soit 82 % des investissements totaux réalisés par les opérateurs autorisés et les opérateurs de colis.

Investissements liés aux activités postales des opérateurs autorisés et aux activités de colis *En millions d'euros*	2021	2022	2023	2024	2025	**Évolution 2024-2025**
Investissements corporels	580	724	723	740	692	-6,5%
Investissements incorporels	199	231	258	174	146	-15,7%
Total des investissements	**779**	**955**	**980**	**914**	**839**	**-8,2%**

[16] Les investissements comptabilisés ici sont ceux des opérateurs autorisés par l'Arcep en fin d'année, de leurs filiales en France qui réalisent des investissements dans des activités postales et des opérateurs de colis. Par exemple, les investissements immobiliers du groupe La Poste sont réalisés par Poste Immo, filiale à 100 %. Poste Immo gère les investissements en infrastructure de sa maison mère (renfort de ses centres de tri et rénovation des bureaux de poste, modernisation de l'appareil de production) ainsi que la gestion de son patrimoine immobilier. Ils couvrent ainsi les activités de prestations postales et de colis, en excluant la publicité non adressée et le routage.





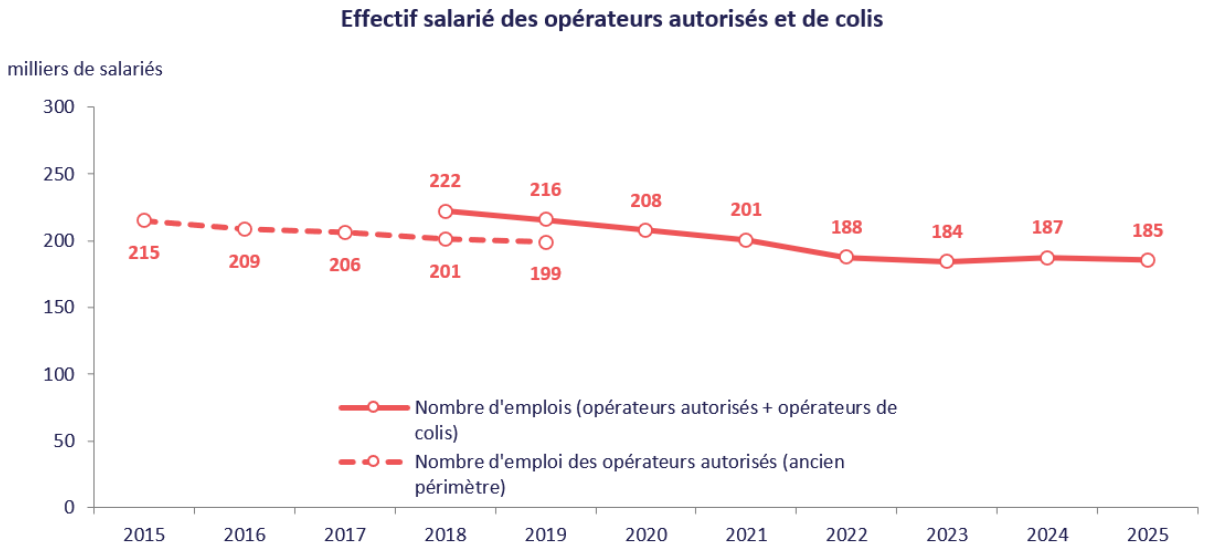
2 L'emploi

Le nombre d'emplois liés aux activités postales des opérateurs autorisés et de colis s'élève, au 31 décembre 2025, à 185 000. Après une année 2024 marquée par une augmentation d'environ 3 000 emplois en raison du rattachement des effectifs de Mediaposte à La Poste SA[17], le nombre d'emplois des opérateurs autorisés et de colis diminue à nouveau. Le recul du nombre d'emplois (- 2 100 en un an en 2025) est néanmoins moins marqué qu'au cours des années 2018 à 2023 (- 7 500 emplois en moyenne par an).

[17] Voir : Document d'enregistrement universel 2024, Groupe La Poste

Emplois liés aux activités postales et de colis des opérateurs *en milliers*	2021	2022	2023	2024	2025	Évolution 2024-2025
Nombre d'emploi : nouveau périmètre (opérateurs autorisés et de colis)	**201**	**188**	**184**	**187**	**185**	**-1,2%**
Nombre d'emploi : ancien périmètre (opérateurs autorisés)						

Source : Arcep, Observatoire statistique des activités postales



Comptabilisation du nombre d'emplois

À partir de 2017, le nombre d'emplois considéré ici correspond au nombre de personnes physiques employées par les opérateurs pour leurs prestations postales et d'acheminement de colis, c'est-à-dire en excluant les activités de publicité non adressée et de routage.

Les salariés de La Banque Postale, filiale du groupe La Poste, ainsi que ceux des services financiers de La Poste maison-mère, employés uniquement à des activités non postales, sont exclus.

Sont également exclus les personnels des agences ou relais partenaires auxquels les opérateurs délèguent certaines de leurs prestations.

Les salariés dont l'activité n'est consacrée que pour partie aux prestations postales et de colis, en particulier les guichetiers (leur activité est partagée entre des services liés aux prestations postales – affranchissement d'envois de correspondance ou de colis par exemple – et d'autres services pour le compte de filiales comme La Banque Postale), sont comptabilisés pleinement et non au prorata du temps passé sur des activités postales.

Annexe : définitions des différents segments de marché

Constitue un envoi postal tout objet destiné à être remis à l'adresse indiquée sur l'objet lui-même ou sur son conditionnement et présenté dans la forme définitive dans laquelle il doit être acheminé. Outre les envois de correspondance, sont notamment considérés comme des envois postaux les livres, les journaux, les périodiques et les colis postaux contenant de la marchandise avec ou sans valeur commerciale.

1.1. Envois de correspondance

L'envoi de correspondance est un envoi postal ne dépassant pas deux kilogrammes. Les envois postaux adressés tels que les livres, catalogues, journaux ou périodiques ne font pas partie des envois de correspondance. Le publipostage (publicité adressée ou marketing direct) est un envoi de correspondance.

1.1.1. Envois remis contre signature

Ces envois peuvent correspondre aux envois recommandés et aux envois à valeur déclarée. L'envoi recommandé est un service consistant à garantir forfaitairement contre les risques de perte, vol ou détérioration et fournissant à l'expéditeur, le cas échéant à sa demande, une preuve du dépôt de l'envoi postal et / ou sa remise au destinataire. L'envoi à valeur déclarée est un service consistant à assurer l'envoi postal à concurrence de la valeur déclarée par l'expéditeur en cas de perte, vol ou détérioration.

1.1.2. Envois égrenés

Les envois égrenés désignent des envois de correspondance (hors remis contre signature) émis à l'unité ou en quantité inférieure à 100 plis.

1.1.3. Envois industriels

Les envois industriels désignent des envois de correspondance émis en nombre, en quantité supérieur à 100 plis.

1.1.4. Export

Le segment du courrier international (envois de correspondance) sortant est ouvert à la concurrence pour toutes tranches de poids. Les opérateurs sont pour la plupart des filiales des postes européennes.

1.2. Colis

Le marché des colis regroupe deux segments : celui du colis hors express et celui du colis express. Les délais d'acheminement constituent le premier critère de distinction entre ces deux premiers segments : ils sont généralement supérieurs à un jour pour le colis hors express (J+2 à J+5) et égaux ou inférieurs à un jour pour l'express (J+1). L'identité des expéditeurs et des récepteurs de colis constitue le second critère. Le colis hors express concerne majoritairement les échanges entreprises-consommateurs ou

entre particuliers alors que l'express répond davantage aux besoins interentreprises (délais courts, logistique adaptée). La distinction entre ces deux segments s'avère toutefois de plus en plus difficile à établir, les opérateurs proposant des produits de plus en plus convergents.

1.2.1. Colis hors express

Il s'agit de la livraison à domicile et en points de retrait des colis de 0 à 30 kg. Ce marché est complètement ouvert à la concurrence mais partiellement régulé : le service universel garantit qu'une offre de colis jusqu'à 20 kg en envoi ordinaire ou en recommandé soit disponible au public à l'unité sur tout le territoire national et transfrontalier. Outre La Poste, d'autres acteurs tels que Colis Privé ou les filiales de distribution des groupes de vente à distance (Mondial Relay) sont également présents sur le marché. Leurs clients sont avant tout des acteurs de la Vente à Distance (VAD). Cette catégorie inclut les colis ordinaires, les colis remis contre signature et les colis contenant des petits objets ou petits paquets, définis comme des envois postaux destinés à contenir principalement des marchandises, ne dépassant pas 2 kg, dont le traitement est au moins partiellement mutualisé avec le traitement des envois de correspondance.

1.2.2. Colis express

L'express correspond à la livraison d'objets et de plis dans des délais garantis, du seuil de la porte de l'expéditeur jusqu'à celui du destinataire. Deux catégories d'acteurs se concurrencent sur les différents segments du marché express colis légers de moins de 30 kg :

- les filiales de groupes postaux, qu'elles soient françaises (Chronopost, DPD) ou étrangères ;
- d'autres sociétés issues du transport routier ou aérien sont également présentes mais l'express tous poids et la messagerie constituent leur cœur de marché.

1.3. Distribution de la presse aux abonnés

1.3.1. Circuit postal

La presse écrite est l'ensemble des quotidiens et des publications périodiques diffusant une information générale, judiciaire ou technique. La Poste offre, d'une part, une prestation de distribution au titre du « service universel postal » et d'autre part, une prestation au titre de sa mission de service public de transport et de distribution de presse pour les titres disposant d'un numéro de la commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP). La distribution ne relevant ni du « service universel postal » ni de la mission de service public est également comptabilisée. Les distributions gratuites de presse écrite sont exclues du champ de l'enquête ; seule la presse payante distribuée aux abonnés est prise en compte.

1.3.2. Portage de presse

Il s'agit du deuxième canal de distribution qui s'ajoute à celui de La Poste. Cette activité peut être effectuée par des sociétés de portage pour le compte de tiers. Certains éditeurs de presse ont également créé leur propre réseau de distribution (sur liste d'abonnés). Les distributions de presse écrite gratuites sont exclues du champ de la publication.

1.4. Publicité non adressée

Ce marché correspond à la distribution des messages sans référence personnelle, sans adresse et sans nom. Ces plis ne nécessitent ni collecte, ni tournée quotidienne de distribution.